

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

No. 4 mars – avril 2006

AVANT PROPOS	- 1 -
POLITIQUE INTÉRIEURE	- 2 -
1. Le Livre blanc de Shenzhen: nouvelle tentative de transparence?	- 2 -
2. Légiférer la transparence politique!	- 2 -
3. La Chine se lance dans la "construction des nouvelles campagnes socialistes"	- 4 -
4. Enseignement à l'Ecole centrale du Parti: comment devenir un capitaliste rouge	- 7 -
ÉCONOMIE	- 9 -
5. XI ^{ème} plan quinquennal : les commentaires de Ma Kai	- 9 -
6. À nouveau sur la pénurie de la main d'œuvre	- 11 -
7. Concurrence vs. Monopoles	- 13 -
8. Vers une remise en cause du modèle d'exportation chinois ?	- 15 -
SOCIÉTÉ	- 18 -
9. Urbanisation : éviter le « piège latino-américain »	- 18 -
10. L'équité géographique ou le mérite	- 20 -
11. Enlèvements d'enfants adoptés -non enregistrés- par le Bureau du Planning Familial : le cas de Gaoping	- 21 -
POLITIQUE EXTÉRIEURE	- 23 -
12. Les Etats-Unis et le détroit de Taiwan : de l'ambiguïté à la « double clarté »?	- 23 -
13. Chine et Russie – partenaires par défaut	- 25 -
AFFAIRES STRATÉGIQUES	- 27 -
14. Etonnante équanimité	- 27 -
PRESSE TAIWANAISE	- 30 -
15. Taiwan : Le Parti communiste chinois saura-t-il faire preuve de tolérance vis à vis de Ma Ying-jiu?	- 30 -
16. Le Parti Démocrate Progressiste en crise	- 32 -

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** est dirigée par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

www.centreasia.org

AVANT PROPOS

Autour des "deux sessions" de mars, celle de l'Assemblée nationale populaire ainsi que la réunion de la Conférence politique consultative du peuple chinois, les dirigeants chinois annoncent traditionnellement leurs bonnes résolutions pour l'année législative en cours.

Le 11^{ème} Plan quinquennal (2006-2011) y a été mis en avant comme un plan social, s'attachant aux questions les plus pressantes: la population rurale et une évaluation des coûts, humains et naturels, de la croissance économique. Le premier Plan quinquennal élaboré par le gouvernement du tandem Hu-Wen est destiné à "servir le peuple pour améliorer la qualité de vie", et de ce fait, les slogans – remis à l'ordre du jour et à la une des journaux - "la société harmonieuse", "la société de prospérité moyenne" et "le développement scientifique", veulent faire consensus et traduire les priorités d'un groupe dirigeant en accord sur les objectifs principaux.

Une autre politique, qui aurait marqué un virage plus appuyé vers sa nouvelle gauche, a donc été exclue. Les débats ne tarissent toutefois pas. Parmi les sujets en question, on retrouve le rôle de l'état dans l'économie, non seulement par rapport au jeu du marché, mais aussi à la portée du droit. Le système légal peut-il être mis en pratique dans tous les aspects de la réalité politique et économique en Chine, ou bien reste-t-il soumis au jugement pragmatique des dirigeants ?

Le débat porte aussi sur la pérennité du statut d' « atelier du monde » que détient aujourd'hui la Chine à partir d'une main d'œuvre certes peu qualifiée, mais abondante et bon marché. Si toutes les analyses convergent sur la nécessité d'élever niveau technologique et qualification, elles divergent sur les conditions et les conséquences d'un changement de modèle de croissance pour l'ensemble de la société chinoise. Quand cette inflexion deviendra-t-elle inévitable ? Quelles seront les répercussions d'une croissance ralentie, et quelles réformes des structures économiques et du système social seront alors nécessaires ? En dépit des effets pervers de la croissance forte – sur l'environnement et sur la cohésion sociale personne ne suggère qu'un ralentissement volontaire serait souhaitable. Mais l'inadaptation du présent modèle à une croissance plus modeste est dans toutes les têtes.

A côté d'un contexte intérieur où le débat est parfois chaud, animé, l'environnement international est abordé avec plus d'assurance. Le réchauffement – rhétorique du moins – des relations de la Chine et son voisin russe coïncidait, avant le voyage du président Hu, avec une placidité vis-à-vis des Etats-Unis. Cela tient, entre autres, à l'évolution à Taiwan. Le continent perçoit une perte de crédibilité de Chen Shui-bian, aussi bien sur l'île qu'aux Etats-Unis ; Pékin déclare accorder sa confiance, à tort ou à raison, à son concurrent Ma Ying-jiu. Cependant, la tournée américaine du président Hu a autant témoigné d'une ambivalence stratégique mutuelle que d'interactions économiques toujours croissantes. China Analysis – Les Nouvelles de Chine reviendra dans sa prochaine livraison sur les analyses qui en sont faites en Chine.

François Godement et Michal Meidan

1. Le Livre blanc de Shenzhen – nouvelle tentative de transparence?

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:

- *Chen Shan Zhe, "Cinq départements de Shenzhen lancent un livre blanc de responsabilité", 21 shiji jingji baodao, 21st Century Herald, 30 mars 2006*

Le 22 mars 2006, le gouvernement de Shenzhen annonce une nouvelle initiative: cinq départements publieront un livre blanc énonçant les grandes lignes de leurs politiques publiques, leurs activités et objectifs. La publication de livres blancs, jusqu'à présent le seul fait du gouvernement central, serait destinée à rapprocher le pouvoir de la population en lui présentant à la fois un rapport et un bilan des activités de l'année écoulée et une explication et énonciation des responsabilités et obligations du gouvernement vis-à-vis de la population.

Les fers de lance de cette nouvelle initiative sont les départements de la sécurité publique, de l'environnement, de la supervision des aliments et médicaments et le bureau de gestion urbaine car "ils gèrent des questions qui concernent la population directement et qui ont un lien étroit avec leur vie quotidienne".

Cette initiative se veut le moyen de "sauvegarder le droit de la population à connaître les faits; de contrôler et superviser [les pouvoirs locaux]". Dans un avis publié en décembre 2005, l'administration locale de Shenzhen s'est engagée à améliorer le système de responsabilité administrative sur trois plans: optimiser la structure administrative interne; renforcer la responsabilité départementale; et perfectionner la prise de responsabilité par les fonctionnaires, afin de leur redonner conscience de leur rôle et obligations vis-à-vis de la population.

Or, un problème que soulève l'auteur est celui de l'uniformisation des informations qui seraient rendues publiques. L'initiative ne donne aucune indication quant au système de classification des informations qui sont à soumettre à la population et

celles qui sont à garder à usage interne. Autre question qu'"évoquent les critiques", celle de "l'évaluation par les masses". Si cette initiative devrait soumettre les activités des fonctionnaires et de l'administration aux masses en vue de leur redonner de la crédibilité à leurs yeux, il faudrait prévoir également un "mécanisme d'évaluation par les masses" (民众评价机制 *minzhong pingjia jizhi*).

Les départements envisageraient d'abord une enquête par Internet à la fin de l'année, mais aussi des évaluations internes des résultats (绩效考 *jixiaokao*) ainsi que des délibérations et jugements par les conférences consultatives et les assemblées populaires locales.

L'enclave côtière qui a déjà tenté, sans succès, de limiter le rôle du Parti dans le gouvernement régional¹, choisit à nouveau d'expérimenter avec la transparence politique tout en se limitant cette fois-ci à un plan bien moins ambitieux. La mise en œuvre de cette initiative pourrait toutefois avoir un véritable effet dans la mesure où elle s'inscrit dans une réelle volonté politique d'instaurer un système plus transparent².

2. Légiférer la transparence politique!

- Hu Shuli, "Make Transparency the Law", Caijing no. 157, 17 avril 2006

The news has hit the streets: the "Regulation on Government Information Disclosure", long anticipated, is finally being drafted this year. It seems bound to be the most exciting legislative news of 2006.

There's no denying the importance of timely and transparent information from the government, the stated objective of the regulation. A modern, democratic government should be open and transparent, and the public should enjoy the right to know about its actions and

¹ Christile Druhle, "L'expérience pilote de réforme politique à Shenzhen en difficulté", Les Nouvelles de Chine no. 3, janvier – février 2003

² Voir ci bas, Hu Shuli, "Make transparency the Law", éditorial de Caijing, 17 avril

issues. To do business in a market economy, the established goal of the government's economic reforms, a fair and open system of administrative management is essential.

The question is how concrete and enforceable the prospective legislation will be. As an administrative "regulation", it will not carry the force of a full-fledged law. If it is to make a difference, officials in China will have to realize that government transparency is not a mere ideal or a general guideline; instead, it is a legally binding rule. Just as in the case of the stock market, where companies are clearly required by law to disclose their dealings and performance, greater government transparency should also become a legal duty.

This might explain why the legislation has been so difficult to enact. The Chinese Academy of Social Sciences started the research on it as early as in 1999. It was only about three years later, in May 2002, that the Information Office of the State Council directed CASS to write a draft. Senior officials stipulated then that they wanted but a "regulation" with limited power over them, rather than a law. But even so, work on the legislation was sidelined for another two years. It only made the list of State Council priority items this year. He Yong, the head of the Communist Party Central Committee's secretariat, recently underscored state leaders' commitment to promoting government transparency via the legislation; he stressed that the regulation should be finalized as soon as possible.

Officials have yet to publish a draft of the regulation. But after studying similar laws in other countries, legal experts say some of its potential clauses could bring revolutionary change to the way the Chinese government operates.

For one, the regulation could grant citizens the right to request all government-held information not shielded by law. The proprietary government agencies in question would have no legal ground to decline these requests. Thus it would be officials' duty and responsibility to respond.

The rule also could make a much greater proportion of information that reflects embarrassingly or otherwise negatively on

the government – official mishandlings, corruption and inefficiency, for example - legally accessible. Currently, the government rejects public requests for such information, often using the need for "confidentiality" as an excuse. But the new rule could define clearly what kinds of information may remain confidential.

Moreover, the new regulation could provide redress for citizens whose requests have been turned down. Either they might appeal such decisions through administrative bodies, or they might seek judicial intervention.

Such provisions would certainly be a bit of a shock to the current system of governance. Naturally, there would be fierce resistance among officials at the outset. However, our hopes for the regulation remain high. Relatively speaking, China has come quite a distance in recent years in improving government transparency. Reforms were made to keep the public better informed about human epidemics in 2003, following the SARS battle, and in 2004 about animal diseases, as cases of avian flu began to mushroom. Last September, the government announced that casualty counts from natural disasters would no longer be classified as state secrets. These changes might be viewed as baby steps, but each has underscored Beijing's determination to forge a modern, civil society.

It appears highly likely that the Regulation on Government Information Disclosure will be passed within the year. Legislative practice in China, where decisions are often made before lawmakers set to work, would indicate as much. Of course, we mustn't get ahead of ourselves. Given the imperfect rule of law, the limited freedom of the press, and the excessive powers of the administrative bureaucracy in China, it would be foolish to expect magical effects overnight. But it would be equally unwise to dismiss the evolution that is underway. From a millennia-old tradition of keeping the masses in the dark about affairs of the state, and a decades-old rule of secrecy, this government is trying to come into the light.

3. La Chine se lance dans la "construction des nouvelles campagnes socialistes"

Synthèse commentée de Valérie Demeure-Vallée, d'après:

- Débat autour des "nouvelles campagnes socialistes", *Caijing*, 6 mars 2006³

- Chang Hongshao, "la répartition des revenus issus de la vente des terres", *Caijing*, 20 mars 2006

La "construction des nouvelles campagnes socialistes" (*shehui zhuyi xin nongcun jianshe*) est un des objectifs principaux du onzième plan quinquennal (2006-2011), qui aurait été vivement débattu à l'occasion des "deux séances" au mois de mars (l'Assemblée nationale populaire et la conférence consultative politique du peuple chinois, réunies au mois de mars), fait suite aux "documents numéro 1" publiés en 2004 et 2005 et succède à la campagne des *san nong*, les trois questions agricoles (les campagnes, les paysans et l'agriculture)⁴.

L'hebdomadaire *Caijing* a proposé à quatre personnalités de s'exprimer sur ce nouveau concept de "construction des nouvelles campagnes socialistes" afin de le définir, de l'expliquer, d'en aborder les enjeux ainsi que les défis.

En quoi consiste la "construction des nouvelles campagnes socialistes" (CNCS)?

Cette initiative, quoique liée aux politiques rurales précédentes et aux concepts mis en avant dans les documents numéro 1, ne devrait pas, selon Chen Xiwen, être vue comme une simple reprise des politiques précédentes. Cette nouvelle campagne est censée remédier aux carences des "*san nong*".

³ Débat autour de Chen Xiwen, vice responsable du bureau de l'équipe dirigeant les finances du gouvernement central, Chang Lumai, secrétaire de la Fondation pour la recherche et le développement en Chine, Ke Bingsheng, responsable du centre de recherche sur l'économie rurale au sein du département d'agriculture et Liu Shouying, chercheur responsable du centre de recherche pour le développement au Conseil des Affaires d'Etat

⁴ Pour plus d'informations sur les ' voir *Les Nouvelles de Chine*, nos. 14, et *China Analysis – Les Nouvelles de Chine* no. 3, jan. – février 2006

Cette initiative peut, selon Chen Xiwen, être résumée en cinq objectifs principaux: 1) développer la production (*shengchan fazhan*); 2) mener une vie aisée (*shenghuo kuanyu*); 3) sauvegarder les cultures locales (*xiangfeng wenming*); 4) rendre les villages propres (*cunrong zhengjie*); et 5) gérer la démocratie (*guanli minzhu*).

Pour Ke Bingsheng, il s'agit d'augmenter les capacités de production globale du secteur agricole et de faire coïncider développement social et développement économique. Ke Bingsheng affirme qu'en 2005, les revenus d'un paysan étaient en moyenne 3,22 fois inférieurs à ceux d'un citoyen. Ces écarts se répercutent sur la consommation mais aussi sur les modes de vie courante notamment en matière d'éducation, d'accès aux soins, ou de protection sociale. De ce fait, le gouvernement entend désormais ajuster les structures de répartition des recettes nationales et accroître ses financements publics en faveur des campagnes. Les fonds seront destinés à la construction de nouveaux villages et de nouvelles maisons, à l'éducation, à l'accès aux soins, au développement des technologies agricoles et, a fortiori, au développement de la production agricole et de sa commercialisation. Or, ces objectifs ne sont pas réalisables sans d'importants financements.

Comme le souligne Ke Bingsheng, deux points sont essentiels dans la CNCS: l'éducation élémentaire obligatoire pour les paysans et le développement des technologies agricoles. La Chine doit notamment renforcer ses recherches scientifiques en matière agricole et développer ses technologies pour augmenter sa production céréalière car le pays n'est pas autosuffisant et ses importations augmentent face à une demande qui ne cesse de croître.

L'enjeu est d'autant plus crucial pour ces zones rurales que le développement économique a conduit les banques à investir majoritairement dans les villes et à se retirer des campagnes. Celles qui sont restées accordent peu de prêts et s'occupent principalement des dépôts. Les zones rurales sont encore largement dépendantes des prêts des coopératives rurales de crédit. Liu Shouying préconise donc d'ajuster les politiques

d'investissements bancaires et de finances publiques pour remédier aux déséquilibres actuellement existant et de diversifier les sources d'aides et de soutiens financiers en faveur des zones rurales.

Si Chen Xiwen admet que l'origine des fonds destinés à mettre en œuvre la CNCS n'est pas encore concrètement déterminée, le gouvernement a décidé d'augmenter la contribution des finances publiques⁵ pour aider les zones rurales et mettre en œuvre sa nouvelle campagne. Mais le gouvernement central ne pourra financer seul la CNCS, il compte aussi sur les gouvernements locaux. Pour cela, il compte puiser, d'une part, dans les recettes nettes obtenues de la vente de terres, qui en 2004 représentaient 233,9 milliards de yuans, et d'autre part, dans les fonds de garanties de construction des gouvernements locaux dont 700 municipalités bénéficiaient jusqu'à présent. Ces deux sources de financement possibles totaliseraient près de 300 milliards de yuans.

Les financements alloués devraient servir à renforcer les infrastructures dans les zones rurales ainsi que les services d'utilité publique. Ils auront avant tout un objectif politique et devront contribuer au développement et à la promotion de l'industrie dans ces zones.

L'idée de financement de la politique de CNCS grâce aux recettes nettes obtenues par la vente de terres soulève toutefois quelques questions. Les ventes de terrains ont principalement lieu dans les régions développées de l'Est du pays et les bénéficiaires sont souvent réinvestis dans des projets d'infrastructures urbains. Or, ce sont les régions du centre et de l'Ouest de la Chine qui ont actuellement le plus besoin d'aides et d'investissements publics. Utiliser les recettes récoltées par des régions pour en aider d'autres ne sera pas sans poser problème, ainsi que le souligne Liu Souying.

De plus, cet argent récolté par les départements du gouvernement central est ensuite réparti dans les régions et districts. Il est donc impératif que les

⁵ Zhu Zhigang, le vice ministre des Finances a annoncé dans une conférence de presse le 8 mars que le budget consacré à l'agriculture sera de 339,7 milliards de yuans en 2006, ce qui représente une augmentation de 14,2% par rapport à 2005.

budgets de ces départements soient transparents et que les gouvernements locaux redistribuent ensuite ces fonds à bon escient et ne les consacrent pas à l'exploitation des terres urbaines, comme c'est souvent le cas.

Récemment, les dirigeants du gouvernement central ont demandé que l'argent issu de la vente des terres soit principalement affecté à l'agriculture et à la CNCS, ce qui, selon Chen Xiwen, devrait signifier que plus de 50% serait dédié à cette cause. Cela restera à vérifier en pratique...

Mais au-delà du financement de cette nouvelle politique rurale, le lancement de la CNCS présente des enjeux importants qui concernent l'avenir des populations rurales, la question du rapport à la terre et les relations entre les paysans et les représentants locaux du pouvoir politique.

1- l'avenir des populations rurales:

Le lancement des CNCS intervient dans un contexte d'urbanisation croissante de la Chine en raison de son développement. Actuellement le taux d'urbanisation en Chine est de 43%. Certains avancent que ce taux serait de 60% d'ici 2025, ce que nuance Chen Xiwen en rappelant que ce n'est pas parce que les travailleurs migrants sont en ville qu'ils sont des citadins.⁶ Quoi qu'il en soit, la population rurale de la Chine représentera au moins 40% de la population totale du pays voire plus, il est donc indispensable de renforcer ses infrastructures et son développement. De plus, en Chine, les zones développées sont extrêmement concentrées et font elles-même face à des pénuries de terrains. Il est donc possible d'envisager des déplacements industriels à caractère régional. Liu Shouying pose la question de savoir d'abord, comment s'opéreront de tels transferts, ensuite quel impact ces transferts auraient sur le coût de la main d'œuvre (et par extension sur le maintien du rythme de la croissance économique chinoise) et enfin, si l'environnement institutionnel propice à ces transferts pourra être établi.

2- La question du rapport à la terre

⁶ Ceux-ci n'ont en effet ni logement, ni protection sociale, et exercent des emplois souvent instables et précaires

Un des enjeux de la CNCS concerne la réforme de la politique foncière et le rapport à la terre. Actuellement les terres sont gérées par des collectivités. La loi qui permet aux membres de ces organisations d'exploiter la terre est la même depuis trente ans. Les droits d'exploitation de ces membres se transmettent de père en fils, mais la redistribution (en cas de naissances et décès) est parfois arbitraire, et les droits ne sont pas clairement définis. La CNCS devra donc remédier à cela, réformer cette loi et redéfinir le système de droit de propriété collective en précisant quelles sont les conditions requises pour obtenir la qualité de membre de ces collectivités, quelle est la surface de terre allouée à chacun, etc.

Implicitement, cette réforme de la politique foncière et du système de propriété collective de la terre pose la question de la mise en place éventuelle d'un régime de propriété privée de la terre en Chine. Pour Chen Xiwen, cette question est délicate et complexe car elle implique de définir la valeur de la terre, qui souvent est plus élevée lorsqu'il s'agit d'une terre dont un usage commercial industriel pourrait être fait. Il faut tenir compte des besoins du marché, déterminer la proportion de terres susceptibles d'être vendues et savoir ce que deviendront les paysans après avoir vendu leurs terres, car tous ne s'enrichiront pas. De plus, la vente des terres entraînerait pour eux la perte de leur protection sociale ce qui risquerait ensuite d'entraver la stabilité sociale.

En réalité, la CNCS a pour objectifs d'éviter que les paysans ne dilapident leur terre et de protéger de façon très stricte les terres cultivables afin de garantir la sécurité alimentaire du pays. Ce deuxième objectif est directement lié au problème des expropriations.

En effet, sur les 4 millions de *mu* de terrains constructibles dont dispose l'Etat Chinois, entre 2,5 et 2,8 millions sont des terrains ruraux. La protection des terres cultivables impose donc de limiter les expropriations des terres et d'instaurer un système de contrôle des superficies réquisitionnées⁷. Cependant, ce contrôle est difficile à instaurer en pratique. Il faut également prendre en considération les

but poursuivi par les réquisitions de terre, distinguer les objectifs d'administration et de gestion des terres et ceux, plus lucratifs, qui visent uniquement les profits et investissements. Là encore, la distinction n'est pas toujours aussi simple et très généralement une fois le transfert des droits de gestion de la terre effectué et l'indemnité versée, personne ne se préoccupe du sort des terrains et ne veille à ce que suffisamment de terres soient consacrés à la production alimentaire.

3- les relations entre les paysans et les représentants locaux du pouvoir politique

Le lancement de la politique de CNCS intervient dans un contexte social tendu, les mouvements paysans se multiplient à l'encontre des autorités locales.

Chen Xiwen interprète ces mouvements comme conflits d'intérêts entre les paysans, via les organisations collectives et les comités de village, notamment lorsqu'ils mettent en commun leurs richesses, c'est-à-dire, la terre. Il encourage la réforme de la loi foncière et, notamment, une meilleure définition des droits et des attributions des collectivités, de même que la réforme structurelle des villes et des villages qui, selon lui "devraient s'occuper principalement de la gestion de la société (*shehui guanli*) et des services d'intérêt publics (*gonggong fuwu*)".

Chen Xiwen pense que les mouvements paysans actuels ne sont pas uniquement des conflits ruraux mais des conflits provenant des phénomènes d'urbanisation et d'industrialisation du pays. Selon lui, dans ce contexte social difficile, la CNCS devra mener une réflexion pour tenter d'harmoniser les relations entre les villes et les campagnes, et entre les ouvriers et les paysans. La Chine devra ici faire preuve d'innovation institutionnelle pour affronter ces défis et répondre aux attentes des paysans.

Ainsi, le bilan que font les experts de cette nouvelle initiative reste assez mitigé. La politique de la CNCS devra affronter des défis sociaux et économiques considérables et, d'après les auteurs, afin de réussir, devra donner lieu à des réformes importantes qui modifieraient la relation des paysans à la terre et le

⁷ Ces propositions ne sont toutefois pas nouvelles et avaient déjà été faites en 2003 lors de la 3^e session de la 16^e CCPPC.

système d'administration de la terre, (sans pour autant aborder pleinement la question de la propriété). De plus, les réformes dans l'éducation et l'introduction des capacités technologiques nécessitent un appui financier, de l'Etat, des autorités locales mais aussi des banques voire des entreprises⁸.

4. Enseignement à l'Ecole centrale du Parti: comment devenir un capitaliste rouge

- Wu Zhong, "Reining in capitalists", *The Standard*, 17 avril 2006

On the north side of the Summer Palace, in a northwestern suburb of Beijing, stands the Central Party School which trains communist cadres - at or above minister-level and those who are tipped for promotion to the senior ranks - in party policy and ideology.

But this top training school for cadres also opens its door to private entrepreneurs, or "red capitalists." Multimillionaires and billionaires can now take training courses at the school just like senior communist officials.

This, however, should not come as much of a surprise.

The Chinese Communist Party's 15th Congress in 1997 revised the party charter to allow red capitalists to join. Since then quite a number of newly rich entrepreneurs have become communists.

Almost one in five party members were entrepreneurs - the party now claims to have 68 million members - by the end of 2000, according to research by the Chinese Academy of Social Sciences in 2001.

And about a dozen out of the 2,000 deputies attending the party's 16th Congress in 2002 were red capitalists. The proportion, though still very small, is expected to grow at the party's 17th Congress next year.

So, if entrepreneurs can now join the party and even send their representatives to attend policymaking meetings, for some of

⁸ Cf interview de Lin Yifu par Wang Qian, le 6 mars 2006, www.china.org.cn

them to take courses in the Central Party School should not cause too much of a fuss.

But public controversy has intensified since 2000 when the school launched its first short-term training program for entrepreneurs.

Recent public comments by some entrepreneurs from the Pearl River Delta taking courses in the school have further angered critics who suspect the rich guys have ulterior motives for going to the party training center. One boss from Guangdong province's Foshan city told the media: "The Central Party School is a place such that its previous and current presidents are former or current state leaders.

"Normally it is difficult for one to go inside and have a look. Now there is a chance [for me] to come to study which, of course, I cannot miss."

Critics said one reason for the entrepreneur to attend the school is simply to show off.

Another Guangdong multimillionaire said the Central Party School was a good place for him to make new friends, to establish guanxi, or connections, which would help future expansion of his business.

Critics warn the training courses might become a venue for collusion between officials and entrepreneurs.

The current training program for entrepreneurs include courses such as: Analysis on Hot Issues in the History of the Chinese Communist Party; the Current International Situation and Our Country's Security; Analysis of Unharmonious Factors in our Society; the 11th Five-Year Projections on Social and Economic Development and the Roadmap for China's Future; Reform in (state-owned) Enterprises; Development Strategy and Culture of an Enterprise; Financial Management and Taxation Planning.

What can a private entrepreneur possibly gain from the courses, after paying thousands of yuan and spending weeks away from running his business?

Liu Jianjun, a senior official with the Guangdong Chamber of Commerce - an

association of private entrepreneurs - has one explanation.

Liu, who runs a business consultancy, said doing business in China has always required paying attention to politics, and paying attention to major events happening in the country.

So, "coming to the Central Party School, one can directly listen to lectures by senior officials and known professors or specialists on current hot issues in social development to help understand how the party and government set economic policies."

This was an opportunity one could never have in Guangdong, he said.

From the viewpoint that business activities cannot but be affected by government policies, there is something in Liu's remarks.

However, his argument is rather weak - that a Guangdong businessman has to travel thousands of kilometers to sit in a classroom in the Central Party School in order to understand government policies.

It is more likely the school launches such training programs in order to educate entrepreneurs so they can become red capitalists who toe the party line.

After all, private entrepreneurs have grown into such a strong force. And it is better for the party to make efforts to rein in such a force which otherwise could one day rise to demand a share in political power in order to safeguard its own interests.

But in doing this, efforts must also be made to prevent the party school from being used as a venue of entrepreneur-official collusion.

5. XI^{ème} plan quinquennal : les commentaires de Ma Kai

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :

- Li Qiyang : « Ma Kai commente le « XI^{ème} plan quinquennal », *Caijing*, n°155, 20 mars 2006.

Lors d'une interview donnée au magazine *Caijing*, Ma Kai, directeur de la très puissante National Development and Reform Commission a commenté le plan adopté à l'issue de la dernière session de l'Assemblée Nationale du Peuple qui s'est clôturée le 14 mars 2006.

Le plan quinquennal voté à l'issue de la session s'intitule «Projet de résolution du programme du XI^{ème} plan quinquennal relatif à l'économie du peuple et au développement social» (关于国民经济和社会发展第十一个五年规划纲要的决议草案). Il a recueilli 2815 votes en sa faveur, 50 contre et 21 abstentions. *Caijing* insiste sur l'importance du programme pour comprendre les futures mesures de politique économique chinoises.

Cet entretien se veut très formel : Ma Kai se borne à énumérer les avancées du plan. Mais la rhétorique employée, le vocabulaire utilisé, les thèmes abordés sont très instructifs. Ma Kai fait plusieurs fois référence à l'idéologie socialiste (社会主义). L'objectif à terme est rappelé : il s'agit de parvenir au socialisme, incarné ici par les « nouvelles campagnes socialistes » (社会主义新农村)⁹ et la « société socialiste harmonieuse » (社会主义和谐社会). Sans surprise, le moyen pour y parvenir est le « développement scientifique » (科学发展), par le biais des réformes : l'idée est que tous les secteurs sont liés, que ce développement scientifique doit toucher des domaines aussi différents que les inégalités entre villes et provinces, l'éducation, la protection de

⁹ A noter que Ma Kai insiste justement au court de l'entretien sur le caractère socialiste des nouvelles campagnes: « ce qu'il faut souligner ici, c'est qu'il s'agit d'édifier des « nouvelles campagnes socialistes » et non de se contenter d'édifier des « nouvelles campagnes ». Il semble estimer nécessaire de rappeler le caractère idéologique des réformes. Sur les nouvelles campagnes socialistes voir Valérie Demeure-Vallée, La Chine se lance dans la "construction des nouvelles campagnes socialistes" dans ce numéro

l'environnement et des ressources naturelles, etc.

Comme son titre le suggère, le plan est centré sur les questions socio-économiques : parmi les thèmes abordés, la défense nationale et l'armée n'apparaissent que dans la toute fin de l'entretien. En revanche, des thèmes jusqu'alors inconnus dans les précédents plans font leur apparition. Ils sont liés au développement durable : l'utilisation trop intensive des ressources naturelles, les problèmes de pollution...

L'apparition de ces thèmes s'explique par le fait que le plan reflète les inquiétudes qu'éprouvent les dirigeants vis-à-vis de la gronde sociale¹⁰ croissante. Pour remédier à ces problèmes sociaux, le plan insiste donc sur l'importance de l'Etat providence.

Diagnostic de l'avancée actuelle des réformes

Pour Ma Kai, l'économie chinoise est parvenue à un nouveau stade de développement. Il se justifie par plusieurs raisons : d'abord la Chine serait désormais consciente que son économie reposant avant tout sur le peuple, elle doit être guidée par le gouvernement. Seconde raison, l'économie chinoise est arrivée à un stade où les réformes ciblées (des entreprises, du système financier...) ne suffisent plus. La réforme dans ces secteurs est désormais trop avancée, elle doit être appliquée dans un cadre plus large.

Ma Kai appelle donc aux « Cinq Renforcements » (五个强化) : renforcer la culture du peuple¹¹ ; renforcer le développement harmonieux des campagnes et des villes ; renforcer les infrastructures et les investissements ; renforcer la protection des ressources naturelles et enfin, renforcer les services publics.

Concrètement, le plan a pour objectif de parvenir à une croissance annuelle de 7,5% pendant les cinq ans à venir, à une réduction de 20% de l'intensité énergétique, à 120 millions d'hectares de terres labourées protégés et à une baisse de la pollution de 10%. Ces projets sont ambitieux.

Les principaux thèmes du plan abordés dans l'article sont les suivants :

¹⁰ La tradition communiste chinoise veut que le terme de « contradiction » soit employé (社会矛盾).

¹¹ 人文 : ce terme est difficilement traduisible en français, il concerne tous les phénomènes culturels (au sens le plus large) de chaque couche de la société.

1. La protection de l'environnement économique

Les politiques économiques prônées se veulent de plus en plus mûres et rationnelles. Ma Kai insiste sur deux concepts : la prévisibilité ((预期性指标) et la maîtrise (约束性指标). La prévisibilité sert à justifier l'interventionnisme étatique, à savoir les contrôles macroéconomiques, la redistribution des ressources par l'Etat mais aussi la mise en place d'un environnement plus concurrentiel. Quant à la maîtrise, elle consiste à renforcer la responsabilité du gouvernement, les services et les avantages proposés au peuple.

2. L'édification des nouvelles campagnes socialistes

Les nouvelles campagnes socialistes constituent le principal projet de développement du programme. Elles sont présentées comme essentielles dans le cadre de la constitution d'une « société de prospérité moyenne » (小康社会) et de campagnes prospères. Pour réaliser cet objectif, il faut : promouvoir un développement égalitaire des villes et des campagnes ; développer l'urbanisation tout en respectant le développement de la production, la possibilité de mener à une vie aisée, la protection des cultures locales, la propreté des villages et la gestion de la démocratie (生产发展、生活宽裕、乡风文明、村容整洁、管理民主), impulser la construction des nouvelles campagnes. Ma Kai précise que l'édification de ces campagnes constitue un projet à long terme.

3. L'industrie et les services

La modernisation industrielle du pays constitue le deuxième grand projet du plan. Ma Kai se plaint du caractère arriéré de l'industrie chinoise. Le plan a donc fixé pour objectifs d'améliorer la qualité des industries ; de réajuster les structures industrielles et les structures commerciales ; de mieux contrôler les investissements à l'aveugle dans les nouvelles capacités industrielles. La répartition des ressources par le gouvernement est à repenser, il faut diminuer les interventions beaucoup trop nombreuses des cadres¹². Enfin, il faut développer les industries à forte intensité de main d'œuvre, améliorer les structures de production, augmenter le niveau technologique et la concurrence...

¹² Pour justifier cet appel à la diminution des interventions des cadres, Ma Kai défend que c'est le seul moyen de parvenir au socialisme...

Les services chinois, s'ils sont eux aussi considérés comme arriérés, restent un objectif moins pressant que l'industrie. Le plan veut accélérer leur développement en libéralisant le secteur. Les services à développer en priorité sont les transports, les finances, les télécommunications et les services commerciaux.

4. Le développement des régions

Le plan cherche aussi à résorber les inégalités croissantes entre les différentes régions. Chaque partie de la Chine a donc désormais son programme : Développement de l'Ouest, Régénération du Nord-Est, et l'Emergence des régions du Centre (西部开发、东北振兴、中部崛起). Il s'agit de soutenir chaque région arriérée, peuplée par des minorités ethniques ou située dans les marges. Des mesures politiques différenciées selon les provinces sont prévues, en fonction des particularités de chaque région. L'accent sera mis sur les investissements, le développement de la production, les problèmes de sol, le peuplement...

5. Les ressources naturelles et l'environnement

La préservation des ressources naturelles et de l'environnement doit passer par une baisse des investissements, une amélioration de la production, une lutte contre le gaspillage, la réduction des évacuations de déchets. L'accent est mis sur la préservation des ressources pour l'instant épargnées : « il faut dépasser le [slogan de Deng Xiaoping] « polluons d'abord, nettoyons après ; polluer d'un côté, nettoyer de l'autre » (先污染后治理, 边治理边污染). Il faut d'abord préserver les ressources actuelles puis nettoyer le reste ».

6. Vers un modèle fondé sur l'innovation et les industries à haute densité de main d'œuvre.

Pour parvenir à ce résultat, le plan préconise un gros effort en matière d'éducation : les dépenses dans ce domaine doivent atteindre les 4% du PIB. En plus, il faut soutenir les centres de recherche, protéger la propriété intellectuelle, promouvoir des marques connues. Cet effort est considéré comme indispensable pour augmenter les capacités concurrentielles du pays.

Sont aussi évoqués la réforme du gouvernement, des entreprises d'Etat, des

finances publiques et des marchés financiers. Ma Kai ne développe que peu ces points pourtant jusqu'alors au premier plan. Il se contente de souligner que, dans le cadre du développement scientifique, l'interventionnisme des bureaucrates ne pourra être réglé que quand les problèmes de finances publiques auront été résolus (les cadres ayant suffisamment de revenus, ils n'auront alors plus à chercher de nouvelles sources de revenus). Enfin, Ma Kai aborde également les questions commerciales¹³.

6. À nouveau sur la pénurie de la main d'œuvre

En 2004 sont apparues pour la première fois des publications dans la presse chinoise concernant un phénomène inquiétant pour l'"atelier du monde": le *mingonghuang*, la pénurie de main d'œuvre paysanne, peu qualifiée et à faible coût¹⁴. Dix huit mois plus tard, la problématique resurgit. Toutefois, alors que le phénomène ainsi que ses causes restent fondamentalement les mêmes, la lecture qui en est faite ainsi que les recommandations formulées ont évolué.

En octobre 2004, certains analystes craignaient les hausses de salaires liées à cette pénurie de main d'œuvre qui étaient alors une éventualité possible. A présent, ces hausses sont déjà un fait accompli et c'est autour de ce nouveau phénomène que s'articule la problématique. De plus, en 2004 on évoquait une pénurie surtout en main d'œuvre féminine et un phénomène attribuable à un manque d'attractivité du marché de travail, or l'article ci bas évoque une pénurie de main d'œuvre peu qualifiée, prête à travailler pour des faibles salaires et un problème plus largement démographique.

Enfin, si en 2004 la presse libérale de Pékin, en y voyant un problème interne, prônait la hausse des salaires tout en procédant à un rajustement du marché du travail, à présent, la presse libérale du sud du pays se rend compte que "la Chine détermine les prix pour le monde entier" et y voit l'amorce d'un processus qui – accompagné de réformes structurelles et une

libéralisation des contrôles économiques dans le pays – pourrait marquer le début d'un rajustement du modèle commercial chinois.

Synthèse commentée de Camille Bondon d'après :

– Liang Hong, « Réactions consécutives à la pénurie de main d'œuvre », Ershiyi Shiji Jingji Baodao, 3 avril 2006

Depuis 2 ans en Chine, un phénomène nouveau et quelque peu surprenant quand on songe à la Chine fait son apparition. La pénurie de main d'œuvre (民工荒, *mingong huang*) est au cœur des débats et inquiète les médias. L'économiste Liang Hong, revient sur les causes de ce phénomène et sur ses conséquences pour l'économie chinoise et mondiale. Il met en avant les évolutions démographiques et sociales apparues ces deux dernières années, qui bouleversent le marché du travail. La Chine va devoir faire face à des problématiques de plus en plus complexes, liées au statut ambigu d'un pays entré dans la compétition mondiale des pays développés mais qui reste malgré tout « en voie de développement ».

Ainsi, Liang Hong pose une question essentielle: la Chine est-elle en train de perdre sa première force économique fondée sur une main d'œuvre abondante?

A première vue, la Chine n'a rien perdu de sa force démographique : Si l'on s'en tient aux chiffres, le taux de main d'œuvre dans la population ne commencera à baisser que dans 5 ans.

Toutefois, le ralentissement de la croissance démographique et le vieillissement à terme de la population peuvent être des signes inquiétants. Par ailleurs, comment expliquer que la pénurie de main d'œuvre se fasse sentir dès à présent? Pour Liang Hong, il s'agit moins d'une pénurie en quantité de main d'œuvre qu'en main d'œuvre peu qualifiée et bon marché.

Ce phénomène est apparu d'abord dans deux secteurs industriels des régions du Delta de la Rivière des Perles : les industries textiles et les manufactures de chaussures, des industries typiquement intensives en main d'œuvre. Très rapidement ensuite, la pénurie s'est répandue dans les villes du littoral, puis dans l'intérieur du pays, s'étendant à d'autres secteurs d'activités.

¹³ Ce point est développé dans un autre article de ce numéro.

¹⁴ Voir Joris Zylberman, "L'industrie ne peut plus compter sur un réservoir illimité de main d'oeuvre paysanne", *Les Nouvelles de Chine*, no. 21, octobre 2004

Pour l'économiste, cette tension sur le marché du travail s'explique par deux facteurs principaux, des facteurs "conjuncturels" (ou cycliques) (周期性因素, *zhouqixing yinsu*) et des facteurs structurels (结构性因素, *jiegouxing yinsu*).

La première cause de ce goulet d'étranglement est donc très logiquement liée à la conjoncture économique. Ces trois dernières années, une croissance de 10% du PNB, et de 16% de la valeur ajoutée du secteur industriel a multiplié considérablement la demande en main d'œuvre. Les besoins dans les industries de production et dans le secteur de la construction en particulier sont considérables. Ces deux industries sont de véritables « mangeuses d'hommes ». De plus, avec son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce, la Chine a misé sur sa main d'œuvre excédentaire pour développer son « avantage comparatif » (比较优势, *bijiao youshi*). Elle fonde son développement économique sur sa capacité à fournir une main d'œuvre illimitée.

La deuxième cause de cette pénurie tient à l'augmentation du prix de revient d'un ouvrier. La main d'œuvre chinoise à faible coût provient avant tout des ouvriers-paysans (农民工, *nongmingong*)¹⁵. De ce fait, si les revenus agricoles augmentent, les salaires ouvriers augmentent également. Pour attirer la main d'œuvre, les employeurs doivent proposer des salaires légèrement plus élevés que ce que les paysans peuvent espérer gagner en travaillant la terre. Or ces dernières années, le revenu agricole moyen s'est sensiblement amélioré, et ce, sous l'impulsion des politiques gouvernementales. Tout d'abord, des mesures officielles ont largement favorisé l'augmentation du prix des céréales. De plus, l'Etat a multiplié les subventions aux populations agricoles et a baissé les taxes qui étouffaient les paysans. Ainsi, les chiffres officiels montrent que le revenu agricole moyen a augmenté de 12% en 2004 et de 11% en 2005. Or, entre 2001 et 2003, il n'avait augmenté que de 5%. En ville, il a donc fallu adapter les salaires ouvriers en conséquence.

Par ailleurs, Liang Hong met en avant le facteur démographique. La pénurie de main d'œuvre découle naturellement des mutations dans la composition de la population chinoise.

¹⁵ Les *nongmingong* sont la population paysanne excédentaire qui fuit les terres surpeuplées et la misère des campagnes pour tenter sa chance dans les villes et y trouver un travail mieux rémunéré

Les chiffres des analyses démographiques montrent que le taux de croissance de la population « active » a atteint son paroxysme. Autre chiffre inquiétant, le nombre des 15-24 ans commencent à baisser au sein de la population, conséquence inévitable de la politique de l'enfant unique mise en place dans les années 70.

De là, il remet en doute cette notion de réservoir humain, puisque les avis sont partagés sur la quantité de main d'œuvre paysanne potentielle, réellement disponible pour l'industrie manufacturière : Certains avancent le chiffre de 100 millions, mais pour d'autres, tous les hommes en âge de travailler sont déjà partis en ville et il ne resterait à la campagne qu'une « armée de femmes, enfants et vieillards »¹⁶ (三八六部队, *sanba liuyi budui*).

Autre fait nouveau, le niveau d'éducation de la main d'œuvre progresse rapidement, en particulier parmi les jeunes générations. Ces paysans-ouvriers sans aucune formation se font de plus en plus rares. La main d'œuvre qui entre sur le marché du travail en 2006 aurait passé en moyenne 11 ans à l'école, tandis que ceux qui s'apprentent à le quitter n'en ont passé en moyenne que 4. Ainsi, l'offre de main d'œuvre très peu qualifiée, prête à tout accepter, et notamment les bas salaires, commence à baisser. Les aspirations des jeunes travailleurs évoluent, ils deviennent plus exigeants en ce qui concerne le salaire et les conditions de travail. En ville, les employeurs tentent d'échapper aux augmentations de salaires en répondant à ces nouvelles réclamations par des avantages en nature, comme l'amélioration des conditions de travail. Mais pour les trois premiers semestres de 2005, les salaires des paysans-ouvriers ont tout de même augmenté de 17%.

Ainsi, la Belle Epoque d'une main d'œuvre bon marché touche à sa fin. L'augmentation des salaires va avoir des conséquences majeures pour la Chine qui compte sur cet atout pour favoriser sa croissance économique.

Bien sûr, il faut y voir des conséquences positives. Tout d'abord, celle-ci amène une hausse générale du niveau de vie dans les campagnes. En effet, les revenus générés par les paysans-ouvriers des villes reviennent aux familles restées sur les terres (农民打工汇款,

¹⁶ « *sanba liuyi budui* » est une expression chinoise qui désigne les femmes puis que le 8 mars (*sanba*) correspond à la journée de la femme et que le 1^{er} juin (*liuyi*) est celle des enfants. L'auteur aurait pu ajouté à l'expression la date de la journée des anciens.

nongmin dagong huikuan) et l'augmentation des salaires bénéficie aux campagnes. Cette hausse du niveau de vie se caractérise notamment par un développement significatif de la consommation dans les campagnes. Celle-ci a toujours été bien en retard par rapport à celle des villes, mais les chiffres de la distribution et des dépenses des foyers ruraux (住户支 *zhuhuzhi*) font apparaître une demande de plus en plus forte pour les denrées alimentaires et les produits de consommation courante. Si pour le gouvernement c'est une preuve du succès de ses politiques rurales, Liang Hong souligne les conséquences sur le plan national et international: l'augmentation des salaires des ouvriers peu qualifiés peut avoir des conséquences néfastes sur l'économie de la Chine. Selon lui, la tension sur le marché du travail va accentuer la pression inflationniste en jouant sur une demande en main d'œuvre bon marché supérieure à l'offre. Or si le gouvernement tarde à enrayer cette pression, elle va toucher les exportations chinoises et risque de renforcer l'inflation mondiale.

De plus, à long et moyen terme, les industries vont se déplacer vers l'intérieur du pays pour baisser leurs coûts de production, dont la hausse est liée à la fois à la hausse du coût de la main d'œuvre mais aussi à celle des matières premières et de l'immobilier. Ce déplacement vers l'intérieur s'est déjà amorcé vers les villes de la « deuxième ligne »¹⁷ (二线城市, *erxian chengshi*) qui ont réussi petit à petit à améliorer leurs infrastructures et leur environnement commercial. Or, bien que cela encourage la compétition entre les provinces, s'y joignent les réflexes protectionnistes.

En conclusion, la problématique actuelle de la Chine n'est pas nouvelle. A l'instar des autres pays asiatiques en voie de développement confrontés aux mêmes problèmes : arrivé à un certain niveau de développement économique, il faut passer à un nouveau modèle de production qui favorise les produits de meilleure qualité qui coûtent également plus cher. Selon Liang Hong, l'interrogation de la Chine se porte donc sur sa capacité à gérer sa croissance économique. A court terme son défi est de baisser ses coûts commerciaux tout en conservant son avantage comparatif, en dépit de la hausse du niveau de revenus. L'enjeu du gouvernement, d'après l'auteur, revient donc à accélérer les réformes

¹⁷ Les villes de la deuxième ligne correspondent aux villes dynamiques de l'intérieur, éloignées du littoral, comme Chengdu dans le Sichuan et Chongqing.

(notamment du système financier et des entreprises d'état) pour réduire les coûts économiques liées aux "distorsions" produites par l'ingérence politique et administrative dans la vie économique.

7. Concurrence vs. Monopoles

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :

- Zhang Junkuo et Li Bu : « Par quoi la concurrence est-elle bloquée ? », *Caijing*, n°155, 20 mars 2006,

- Li Shuguang, « Contre l'idéologie de la Loi anti-monopole », *idem*,

- Zhang Sheng, « Se souvenir de Sang Hongyang », 21 *Shiji Jingji Baodao* (21th Century Economic Herald), 27 mars 2006.

La tendance semble être actuellement au retrait de l'Etat chinois de certaines activités économiques. Des voix commencent ainsi à s'élever contre l'existence de monopoles (垄断) contrôlés par les pouvoirs publics. Ceux-ci nuiraient au bon fonctionnement de la concurrence. Un système dans lequel la concurrence fonctionnerait de manière plus libre aurait pour conséquence une meilleure répartition des richesses.

Zhang Junkuo et Li Bu, tous deux chercheurs au Centre de Développement du Conseil des Affaires d'Etat (CAE) dressent une **typologie des différents types de monopoles que l'on peut trouver en Chine**. Cette typologie montre que leur acception de ce terme est très extensive¹⁸.

1. **Les monopoles administratifs** (行政性垄断) qui désignent les secteurs dans lesquels l'administration et ses services interviennent, limitent l'activité et réduisent la place laissée au marché. Ces monopoles donnent eux-mêmes lieu à trois types de situations : a/ certains secteurs sont épargnés par les réformes et les ajustements, en ne connaissant par exemple pas de faillites. Ces cas restent peu nombreux (sont cités : l'exploitation des ressources naturelles, les télécommunications, les finances, les

¹⁸ Pour information, on trouve comme définition du monopole une situation où « [une entreprise] est la seule à offrir un bien » (Bernard Guerrien, *Dictionnaire d'Analyse Economique*, Paris, La Découverte, 2002, 3^{ème} éd, à l'entrée « Monopole (théorie du) »). Ici, les auteurs semblent plus se référer à une situation dans laquelle l'administration limite au maximum les opportunités du secteur privé, voire interdit sa présence.

réseaux ferrés, la poste...); b/ des administrations locales utilisent leurs pouvoirs pour protéger leur territoire et c/ le gouvernement fixe les prix et limite la concurrence dans un secteur donné.

2. **Les attitudes anti-concurrentielles** (不正当竞争) qui sont au nombre de six : les imitations et contrefaçons ; les violations de secrets industriels ; les fausses rumeurs ; les obtentions irrégulières d'aides ; la diffamation et la corruption. Il existe une loi pour lutter contre les pratiques anti-concurrentielles (反不正当竞争法) mais elle reste, de l'avis des auteurs, incomplète et très mal appliquée (en particulier par les PME).
3. **Les monopoles économiques** (经济性垄断行为) sont définis comme étant une spécificité purement chinoise. Ils rendent difficiles le développement des activités économiques privées pour trois raisons : a/ les PME chinoises rencontrent de grandes difficultés pour se développer ; b/ certaines entreprises d'Etat bénéficient d'une position dominante sur le marché et c/ la plupart des entreprises privées chinoises sont de petite taille, le marché international leur est fermé, ce qui freine leur croissance.

Concrètement, cinq des quatre secteurs les plus prospères de l'année 2005 à Guangzhou sont dominés par des monopoles (finances, électricité, production et distribution de l'eau et du gaz ainsi que télécommunications).

Une loi anti-monopole (反垄断法) est actuellement en délibération au sein de l'Assemblée Nationale Populaire et le *21th Century Economic Herald* note que ce type de législation a été adopté très tôt dans la plupart des pays occidentaux : d'abord en 1889 au Canada et en 1890 aux Etats-Unis et dans l'ensemble des pays riches après la fin de la seconde guerre mondiale. La Chine ne doit donc pas être en reste.

Mais Zhang et Li estiment que, étant donnée la situation actuelle, la route qui mène de la planification au marché est encore longue. Ils craignent qu'avec la poursuite du développement économique, les situations de monopoles viennent à se multiplier et espèrent beaucoup de la loi anti-monopole actuellement en délibération. Ils précisent néanmoins qu'une telle loi risque d'être inefficace sans mesures d'accompagnement pour les privatisations, la gouvernance des entreprises, les aides d'Etat,

les politiques commerciales, les investissements directs étrangers... Enfin, pour qu'une loi anti-monopole soit réellement appliquée, elle a besoin d'un environnement législatif qui soit parvenu à une certaine maturité, comme dans les pays occidentaux. La Chine en est encore loin.

Une législation anti-monopole complète risque donc d'être difficile à mettre en œuvre car elle va se heurter aux réalités chinoises.

Il faut donc qu'elle soit articulée avec les évolutions économiques actuelles. La principale évolution est celle que connaît actuellement la place du gouvernement dans l'économie. Ensuite, la fin des situations de monopoles pourrait rendre les nouvelles entreprises chinoises très vulnérables à la concurrence des sociétés étrangères implantées en Chine. Autre problème, l'application difficile au niveau local où la définition des droits de propriété n'a jamais été clarifiée. Enfin, les conséquences de cette loi anti-monopole sur le reste de l'économie doivent aussi être examinées.

En plus de ces difficultés, Li Shuguang estime que l'industrie chinoise n'est pas encore prête à affronter une concurrence complète. De toute façon, d'après lui, c'est au gouvernement de déterminer si une augmentation de la concurrence est favorable ou non à l'économie chinoise, car c'est à lui de décider de la répartition des ressources du pays. La loi anti-monopole constitue en ce sens une première avancée, « la première pierre d'un édifice de politiques de la concurrence ». Mais il espère que la Chine saura adapter cette loi aux particularités du pays.

Cette question du monopole ne doit donc pas cacher le vrai débat qui est derrière : il s'agit de la place que doit occuper l'Etat chinois dans l'économie. Et, dans ce sens, Li Shuguang a probablement raison : réformes et évolutions dans ce domaine n'auront lieu que quand le pouvoir aura estimé qu'il doit se retirer un peu plus. Et il paraît à l'heure actuelle plus qu'improbable que le gouvernement décide de renoncer à certaines industries (exploitations et distributions des ressources naturelles, armement... et plus généralement une grande partie des activités des entreprises placées sous l'autorité de la State Assets Supervision and Administration Commission - SASAC). Reste que le fait que la question soit abordée par des chercheurs du CAE est déjà la preuve d'une avancée majeure.

8. Vers une remise en cause du modèle d'exportation chinois ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :

- Wang Jinping « *Regards et espoirs sur le commerce chinois* », Zhongguo Guoqing Guoli, février 2006, n°157, pp. 20-23.

- Chu Hongbin « *Augmenter les exportations et élargir la demande ne sont pas des objectifs inconciliables* », 21 Shiji Jingji baodao (21th Century Economic Herald), 27 mars 2006.

- Song Enrong « *Ce n'est pas possible ! – Du modèle d'exportation chinois : dépendance et nécessaire augmentation de la valeur et du travail* », 21 Shiji Jingji baodao, 3 avril 2006.

Dans son numéro de février dernier, le *Zhongguo Guoqing Guoli* dresse un tableau du commerce entre la Chine et le reste du monde en 2005. Sans surprise, cette année (comme les précédentes) a été excellente, mais des critiques commencent à s'élever vis-à-vis du modèle d'exportation chinois.

De janvier à octobre 2005, les exportations et importations chinoises ont atteint une valeur totale de **1 148,6 milliards de dollars**, soit 24% de plus que l'année précédente. Les exportations ont crû plus rapidement que les importations. En juillet, août et octobre, les excédents commerciaux s'élèvent à 10 milliards de dollars. Leur accumulation entre janvier et octobre atteint 80,4 milliards de yuans, soit sept fois plus que l'année précédente. L'excédent commercial vient principalement : des Etats-Unis, de Hong Kong, des Pays-bas, du Royaume-Uni et des Emirats Arabes Unis. Le déficit commercial provient des pays suivants : Taiwan, la Corée du Sud, le Japon, la Malaisie et l'Arabie Saoudite.

Les raisons invoquées pour expliquer l'importance de l'excédent commercial de 2005 sont nombreuses : la rapide croissance au niveau international s'est accompagnée d'une demande accrue de produits chinois ; les contrôles macroéconomiques et la faible demande intérieure n'ont eu que peu d'influence sur les exportations et les entreprises chinoises ont bien réagi face à la réévaluation du yuan.

Le magazine estime que cette tendance devrait se poursuivre : les exportations ont totalisé 614,5 milliards de dollars pendant les dix premiers mois de 2005, soit une augmentation de 31,1% par rapport à l'année précédente. Le mois le plus mauvais est resté au dessus de 44 milliards de yuans tandis que les importations cumulées atteignent 534,1

milliards de yuans soit plus de 16,7% que l'année précédente, elles restent supérieures à la moyenne habituelle de 39 milliards de yuans par mois. L'ouverture du pays se fait progressivement mais est plus rapide pour les exportations que pour les importations. Pendant ces dix premiers mois de 2005, les produits autorisés à être exportés ont augmenté de 29% selon les estimations, (soit 332,7 milliards de dollars et 5,7% de moins que l'augmentation de l'année précédente) tandis que pour les importations, cette augmentation serait de 22,9% (220 milliards, soit 14,6% de moins que l'augmentation de l'année précédente).

Les exportations ont augmenté dans tous les secteurs :

les entreprises publiques ont vu leurs exportations s'élever à 139,6 milliards de yuans, soit une hausse de 13,7%. Les importations ont atteint 162 milliards de dollars soit 12,2%. Les entreprises d'investissements chinoises ont en valeur exporté 354,2 milliards de dollars, soit +32,8% avec un ralentissement de 8% par rapport au rythme de l'année précédente. Leurs importations ont totalisé 310,9 milliards de dollars, soit plus 17,8% et un ralentissement de 24,6% par rapport au rythme de l'année précédente. Les autres entreprises ont exporté des produits pour une valeur totale de 120,6 milliards de yuans, soit une augmentation de 52,2% et ont importé pour une valeur totale de 61,3 milliards soit + 24,3%.

Enfin, les exportations chinoises de produits non manufacturés tendent à ralentir (+ 6,5%, soit moins 0,3% que l'année précédente) et celles de produits industriels finis à augmenter (+93,5%, soit plus 0,3%). Les principaux secteurs concernés sont : le textile et l'habillement, les appareils automatiques...

Les principaux partenaires commerciaux de la Chine restent les Etats-Unis, le Japon et l'Union Européenne. Viennent ensuite Hong Kong et les pays de l'ASEAN (cf. tableaux).

Le *Zhongguo Guoqing Guoli* se veut optimiste pour l'**année 2006**. Les prévisions du FMI sont globalement positives pour le commerce chinois. La Chine devrait maintenir sa « pole position » avec un ralentissement de l'augmentation des exportations compensé par une accélération des importations. D'après Global Insight (prévisions d'octobre 2005), en 2006, le commerce chinois devrait croître de 20,6%, pour atteindre 1 744,5 milliards de dollars parmi lesquels 926,7 milliards de dollars d'exportations (soit une augmentation de 20,6%) et 817,8 milliards d'importations (+22,5%). La firme britannique Consensus

Economics (prévisions d'octobre 2005) avance quant à elle une augmentation du commerce chinois de 17,3% en 2006, pour atteindre 1 656,6 milliards de dollars. Soit : 817,9 milliards de dollars d'exportations (+16,0%) et 784,7 milliards de dollars d'importations (+18,7%). Enfin, la Banque Asiatique de Développement mise sur une augmentation de 19,6% pour les importations et de 14,8% pour les exportations.

Pourquoi les exportations risquent-elles de ralentir ? Plusieurs explications sont avancées : la demande autour de la planète pour les produits chinois tend à diminuer ; la montée des taux d'intérêts devrait avoir une influence négative sur le commerce ; les pays essaient de contrôler les exportations chinoises.

Reste que le commerce chinois souffre, d'après le *Zhongguo Guoqing Guoli*, de quelques **faiblesses** : la croissance repose en très grande partie sur lui, ce qui présente des risques. Le commerce chinois représente 80% de la valeur totale de la production chinoise, loin derrière les 14-20% des pays développés. **La Chine est trop dépendante de son commerce international.** Les exportations constituent à elles seules 37% de la valeur totale de la production chinoise. Les excédents commerciaux de la Chine à l'égard des Etats-Unis et de l'Union Européenne (ayant respectivement gagné 50,7% et été multipliés par 1,5 entre janvier et août 2005) sont la source de frictions avec ces pays. Entre janvier et septembre 2005, les sommes en jeu dans les contentieux opposant la Chine à d'autres pays atteignaient 8,9 milliards de dollars. Ces contentieux viennent s'ajouter aux pressions de ces mêmes pays pour que la Chine réévalue sa monnaie. Le magazine serait favorable à une baisse des exportations et une augmentation des importations pour réduire le déficit commercial et ainsi moins souffrir des pressions des autres pays.

Ce panorama mérite d'être complété par les analyses, plus critiques du *21st Century Economic Herald*. D'après elles, l'économie chinoise souffre d'une faiblesse fondamentale : **sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur**, au niveau des exportations. Song Enrong explique ainsi que les entreprises étrangères viennent en Chine pour créer des joint-venture avec des investissements directs (IDE) massifs. Les produits manufacturés qui ressortent des usines de ces JV sont ensuite exportés. La Chine tire-t-elle beaucoup de profits de cette fonction « d'atelier du monde » ? Song répond que non : le pays produit 70% des DVD

vendus dans le monde, au prix unitaire de 32\$. La production en Chine d'un DVD revient à 13\$. Sur la vente de chaque DVD, les entreprises étrangères gardent 18\$ tandis que les Chinois touchent... 1\$¹⁹. Le cas des MP3 est équivalent : vendu 45\$, sa fabrication coûte 32,5\$ et la Chine ne touche que 1,5\$.

De plus, les JV exercent un quasi-monopole sur les exportations. Entre 1985 et 2005, la part des produits manufacturés des JV dans l'ensemble des exportations en provenance de Chine est passée de moins de 1% à 58%. Les produits manufacturés d'entreprises 100% chinoises sont eux passés de 13,5% en 1994 à 5,3%. Pourtant, affirme Song, les entreprises locales qui exportent connaissent des profits bruts supérieurs aux JV.

Que faire pour lutter contre cette tendance ?

On voit de plus en plus apparaître une volonté de limiter les IDE. Pour Chu Hongbin, la clé consiste à soutenir la consommation, en augmentant les revenus de la population et plus particulièrement ceux des ruraux. Pour ce faire, il faudrait accélérer le transfert de la population rurale excédentaire vers les industries à forte intensité de main d'œuvre (thème que l'on retrouve également chez Song). Ces industries doivent en retour être élargies pour absorber ces nouveaux venus. D'après lui, ces mesures permettraient d'augmenter la consommation (cette main d'œuvre, ayant trouvé des emplois, verrait ses revenus croître) et les exportations (des produits à forte intensité de main d'œuvre).

Les trois articles s'accordent sur la nécessité d'accroître la demande intérieure. Le *Zhongguo Guoqing Guoli* parle de passer des politiques de « mettre tout en œuvre pour élargir les exportations » 千方百计扩大出口 à celles de « mettre tout en œuvre pour élargir la demande » 千方百计扩大内需.

La remontée de filière est aussi citée comme un objectif capital, Chu craignant que dans ce domaine ne se laisse distancer par l'Inde et le Viêt-Nam.

¹⁹ Song raisonne comme si le seul coût pour l'entreprise était la production du DVD, ce qui est naturellement faux (viennent aussi les coûts de transport, de droits d'auteur...).

Tableau : Les cinq principaux partenaires commerciaux de la Chine

	Etats-Unis	Japon	UE	Hong Kong	ASEAN	Total
Augmentation des échanges commerciaux	24,1%	26,2%	10,4%	20,9%	24,4%	
Part dans les échanges commerciaux de la Chine	15,3%	15,0%	13,0%	9,3%	9,2%	62%

9. Urbanisation : éviter le « piège latino-américain »

Synthèse commentée de Joris Zylberman d'après :

- Tian Xueyuan, « Urbanisation de la population : attention au "piège latino-américain" », in Hongguan Jingji Yanjiu (Recherches Macroéconomiques), 2006, n° 2.

Depuis les années 1990, la Chine est entrée dans l'ère des mégapoles. Mais une menace la guette : la bipolarisation de la richesse dans ces grands ensembles urbains. Avec d'un côté, les citadins qui profitent du développement du pays et de l'autre, les délaissés de la croissance chinoise, notamment les travailleurs migrants venus des campagnes. Cette menace, c'est le « piège latino-américain », selon l'expression de Tian Xueyuan, membre du comité scientifique de l'Académie des Sciences sociales de Chine et vice-président de l'Association chinoise de Démographie. Pour éviter de tomber dans ce « piège », il faut rebâtir des liens plus sains entre villes et campagnes, en intégrant les paysans-ouvriers dans le tissu social urbain. Voilà l'idée-force que ce professeur de démographie développe dans un article publié par la revue gouvernementale *Hongguan Jingji Yanjiu*²⁰.

La population urbaine de la Chine est passée de 11,2 % du total en 1950 à 19,4 % en 1980, puis à 26,4 % en 1990 et à environ 43 % en 2005²¹. Durant les vingt-sept dernières années, la proportion de citadins a donc grossi de 25 %, avec une croissance de 9,3 % par an. La cause directe : en un demi siècle, 300 millions de travailleurs ont migré des campagnes vers les villes. Une migration massive due aux besoins de la croissance industrielle et commerciale du pays, suivant les objectifs fixés par la stratégie de développement

²⁰ « Recherches Macroéconomiques » est la revue mensuelle de la Commission étatique du Développement et du Plan, dépendante du Conseil des Affaires d'Etat.

²¹ Tous les chiffres cités ici et après par Tian Xueyuan proviennent des éditions 2001 et 2005 de « L'annuaire statistique de la population chinoise », publiées par Les Editions Statistiques de Chine.

économique dite « en trois étapes » (*xin san bu zou*)²². Jusque dans les années 1990, le développement des petites et moyennes villes avait dominé l'urbanisation de la Chine. Une tendance voulue par le gouvernement, désireux de « mettre l'accent sur les petites villes plutôt que sur les grandes » (*zhong xiao qing da*). En clair, faire en sorte que dans les campagnes, le surplus de main d'œuvre « quitte la terre sans quitter le village » (*li tu bu li xiang*). Une armée hétéroclite d'entreprises rurales avait alors émergé, avant que le manque de ressources et la pression constante sur l'environnement ne nuisent à l'efficacité de leurs rendements. Résultat : le développement des petites villes était devenu à son tour un « grand problème », et la structure de la population urbaine en fut à nouveau bouleversée. Entre 1990 et 2002, les villes de moins de 500 mille habitants ont fortement baissé en part de la population urbaine, chutant de 18,5 à 12 %. Au contraire, les villes de plus d'un million d'habitants ont augmenté la leur, grim pant de 48,5 à 56 %. En particulier, les agglomérations de plus de 2 millions d'habitants, qui ont augmenté de 18 à plus de 23 %. La population des villes moyennes s'est déplacée dans les mégapoles, déduit Tian Xueyuan. Et depuis, les autorités ont dû « mettre l'accent sur les grandes villes plutôt que sur les petites » (*qing xiao zhong da*).

Ce changement structurel dans l'urbanisation de la Chine place les très grandes villes au bord du précipice. A savoir, le « piège latino-américain », conceptualise le démographe. Ce phénomène touche les mégapoles comme Mexico, Rio de Janeiro et Buenos Aires, ou encore Mumbai et New Delhi. Pour Tian Xueyuan, elles comportent trois « anomalies » (*jixing*). D'abord, la coexistence de zones développées et sous-développées. C'est-à-dire des

²² Une stratégie définie en 1987 avec trois objectifs : le doublement en quelques années du PNB par rapport à 1980 pour assurer la subsistance de la population; le quadruplement du PNB toujours par rapport à 1980, réalisé avant terme en 1995 pour entrer dans la "société d'aisance moyenne" (*xiaokang shehui*); et la mise à niveau du PNB par habitant à hauteur des pays moyennement développés, but fixé à la moitié du XXI^e siècle.

industries de pointe et des constructions ultramodernes mitoyennes de bâtisses en parpaing et d'usines archaïques. Ensuite, la coexistence de l'opulence et de la pauvreté. D'un côté, des chefs d'entreprise, des banquiers, des cadres supérieurs aux revenus très hauts. De l'autre, des populations extrêmement pauvres, en particulier dans les favelas où un grand nombre est obligé de mendier pour vivre. Enfin, la coexistence de la « civilisation » et de l' « incurie ». Les riches ont l'éducation, l'hygiène et la culture caractéristiques du monde développé. Les pauvres n'ont pas accès aux études, n'ont pas les moyens de voir un médecin, ne peuvent pas partager les bénéfices de la civilisation moderne. Bref, l'urbanisation à la latino-américaine se singularise par une bipolarisation de la richesse. Aujourd'hui, les 10 % les plus riches possèdent 60 % des revenus. Les pauvres représentent 40 % de la population totale de ces pays et parmi eux, 60 % vivent dans les villes, en particulier dans les mégapoles. Ils composent la majorité des urbains sans emploi, tandis que le taux de chômage dépasse les 10 %, soit la plus forte proportion au monde. Du coup, les conflits sociaux s'intensifient, les caisses de l'administration sont vides et les services publics défaillants. Pour finir, la hausse des prix de l'immobilier force les migrants à s'entasser dans les banlieues. Progressivement, « la campagne encercle la ville ».

Bien sûr, la situation en Chine est encore différente de ce phénomène. L'urbanisation de la population n'est toujours pas tombée dans le piège sud-américain, un résultat remarquable, concède Tian Xueyuan. Mais si l'on ne met pas en œuvre une stratégie scientifique et des mesures efficaces, prévient-il, le pire est à prévoir.

En Chine, l'urbanisation a conduit à un élargissement en cercles des grandes villes et des mégapoles selon le modèle de « l'étalement de la grande galette » (*tan dabing*). Ce qui s'est traduit par l'encerclement rapide de la terre, la construction d'immeubles, de grandes places et de grandes avenues. Or à maintes reprises, cet encerclement des terres s'est déroulé dans l'illégalité, augmentant sans cesse le nombre de paysans expropriés sans compensations substantielles. Privés de leurs terres, ces

paysans n'ont d'autre choix que de devenir des citoyens marginalisés dans les villes. Surtout, s'ils ne peuvent obtenir un travail correct et un logement stable, ils en sont réduits à se rassembler dans des banlieues éloignées du centre. Ainsi ont vu le jour le « village du Xinjiang », le « village du Zhejiang » et autres zones où se concentrent les travailleurs migrants issus des mêmes régions. Bien entendu, reconnaît encore le Professeur Tian, il y a des différences entre eux et les habitants des favelas sud-américaines : les migrants chinois participent activement à l'économie de marché dans les villes. Mais les maux sont les mêmes. Les mauvaises conditions de logement, d'hygiène et d'éducation, ont dans les deux cas exclu les migrants du tissu social urbain. Le problème vient du fait que le gouvernement chinois ne dispose pas encore d'une méthode claire pour répondre aux difficultés. Ce qui a grandement affaibli sa capacité à contrôler la situation.

Comment éviter alors de tomber dans le « piège latino-américain » ? Tian Xueyuan avance un plan en quatre points pour transformer les paysans qui viennent travailler en ville en « véritables citoyens » (*zhengzheng de shimin*). Premièrement, leur donner le même statut et les mêmes droits que les citoyens. A savoir l'attribution d'un *Hukou* urbain (ou « système d'enregistrement des ménages »). Deuxièmement, leur offrir une formation professionnelle pour les aider à trouver un travail plus facilement. Et, par suite, un logement correct. Troisièmement, préserver le lien qu'ils entretiennent avec leur terre. Autrement dit, leur laisser l'usage de leur champ durant une période déterminée, en sorte qu'ils puissent y faire des allers-retours librement s'ils n'arrivent pas à gagner leur vie en ville. Quatrièmement, les intégrer dans le développement et la vie urbaine pour qu'ils puissent en récolter les fruits comme les autres citoyens.

Pour autant, précise Tian Xueyuan, cette intégration doit être conditionnelle. Les migrants devront satisfaire dans un temps limité, par exemple six mois, les trois conditions suivantes : trouver un travail et un revenu stables, trouver un logement fixe et ne pas commettre d'actes criminels. Ces conditions remplies, ils pourront obtenir le même traitement que les

citadins. Dans le cas contraire, il faudra faire en sorte qu'ils puissent retourner aux travaux de la terre. Conclusion du démographe : « Ce système est suffisamment juste pour empêcher qu'il y ait un nombre grandissant de chômeurs et de mal logés, entraînant l'apparition des favelas à la latino-américaine. C'est aussi se montrer responsable à l'égard des ruraux amenés à migrer vers les villes, et dont le futur est souvent incertain. »

10. L'équité géographique ou le mérite

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:

- Wang Dingding, *l'équité et l'efficacité dans l'éducation*, Caijing, no 155, 20 mars 2006

- Chang Hongxiao, *la polémique autour de la réforme dans le mode de recrutement de l'Université de science politique et droit*, Caijing, no. 155, 20 mars 2006

- Zhang Ming, *la réforme du recrutement à Shanghai fait des vagues*, Nanfang Zhoumo, 6 avril 2006

Aux mois de mars et avril, les universités Fudan et Jiaotong à Shanghai ont annoncé, avec l'aval du ministère de l'Education, une réforme du système de recrutement des élèves: des entretiens d'entrée. Pour la rentrée universitaire de 2006, 300 lycéens auront l'occasion de présenter leurs objectifs et motivations pendant 75 minutes devant un jury de cinq membres.

Par ailleurs, à Pékin, au mois de mars, l'Université de science politique et droit a annoncé une réforme du système des quotas des nouvelles admissions: désormais, le nombre d'étudiants admis à l'université en provenance de chaque province sera proportionnel au poids démographique de la province.

A présent, les universités seraient fréquentées majoritairement par les habitants de la province où elles sont situées: si ce n'est pas tout à fait le cas de Beida et Qinghua (qui comptent respectivement 16% et 17% de Pékinois parmi leurs étudiants), il en est ainsi à Fudan et à Jiaotong (qui recrutent respectivement 44% et 47% de Shanghaiens), ainsi qu'aux universités de Wuhan, Nanjing et Zhejiang (où

respectivement 50%, 55% et 61% sont originaires de ces mêmes provinces).

Ces deux initiatives ont suscité des réactions à travers le pays et ont lancé un débat concernant les réformes du système d'enseignement universitaire chinois et surtout quant à la pertinence des examens d'entrée – le *gaokao*. Certains jugent l'initiative pékinoise comme une démarche louable car elle promouvrait plus d'égalité dans le système d'éducation et assurerait un point de départ égalitaire aux élèves: "l'excellence académique ne devrait pas être acquise au détriment de l'équité", déclare le doyen de l'Université de politique et droit. Les doyens d'autres universités pékinoises telle que Beida et Renda (Université de Pékin et l'Université du Peuple), ont toutefois déclaré qu'ils ne comptent pas suivre l'exemple de l'Université de politique et droit, car ils ont opté pour un système de recrutement expressément inégalitaire favorisant par exemple les étudiants des provinces de l'Ouest du pays.

D'autres, en louant le système adopté à Shanghai, critiquent en filigrane l'accent mis sur l'équité dans le recrutement universitaire. Un autre débat, plus ancien et plus profond, concernant le modèle à suivre, celui d'un état social où celui d'un état libéral²³, se retrouve ainsi dans la question de l'éducation.

Est-ce un bien qu'il faudrait octroyer à tous sans distinction? Wang Dingding pose la question de savoir s'il faut renouer avec la tradition du contrat de Locke et Rousseau (en préférant toutefois un recours aux termes de penseurs américains tels que Rawles et Nozick), ou s'il faut laisser le marché guider l'éducation de qualité. Or, aussi bien Wang que Zhang Ming déplorent néanmoins l'impossibilité pratique des deux modèles: d'une part, l'égalité de la "position originelle" (des points de départ) n'est pas assurée en Chine en raison de l'accès limité des paysans à l'éducation, et d'autre part, le marché reste inefficace tant que l'administration y reste aussi influente. Cependant, les deux auteurs font

²³ Pour des points de vues dans ce débat voir Michal Meidan, "Etat néo-libéral ou Etat providence pour la Chine: un débat", *China Analysis - Les Nouvelles de Chine* no. 2, nov. – déc. 2005

référence à deux formes d'intervention différente: Wang regrette le soutien qu'offrirait le gouvernement central à l'initiative de l'université de politique et de droit, car celle-ci conduirait à une asymétrie des informations et à une distorsion du marché, alors que Zhang critique l'intervention administrative dans l'évaluation de la qualité des institutions académiques et le manque d'autonomie de gestion.

Aucun des auteurs ne doute que le système universitaire chinois nécessite des changements profonds²⁴, même si le *gaokao* n'est pas mis complètement en cause, mais les questions qui se posent à présent sont fondamentales: faut-il promouvoir une équité par rapport au lieu d'origine? Faut-il encourager la méritocratie, sachant que le système d'entretiens (accompagné de recommandations etc.) favoriserait largement les étudiants venant de milieux aisés – ceux qui pourraient obtenir des recommandations "solides" (*xiangyang*) et dont les réponses, lorsqu'on leur posera des questions dans les entretiens quant à leurs centres d'intérêts et leurs lectures, seraient plus au goût des professeurs.

11. Enlèvements d'enfants adoptés - non enregistrés- par le Bureau du Planning Familial : le cas de Gaoping

Synthèse commentée de Karine-Hinano Guerin, d'après:

- « *Le bureau de planification familiale enlève des enfants et oblige ensuite les parents à les racheter* », www.AsiaNews.it, 21 mars 2006.

- « *Orphans need family warmth than just official labels* », China Daily, 16 avril 2006, p. 4.

Dans le *xian* de Gaoping, situé dans la province du Hunan, une douzaine de paysans accusent les cadres du Bureau du Planning Familial (BPF) d'avoir kidnappé 12 enfants non enregistrés. Dans le meilleur des cas, les familles doivent payer des rançons exorbitantes pour les récupérer. Le BPF de Gaoping

déclare que ces enfants ont été emmenés avec l'accord de leurs parents et conformément aux règles du planning familial.

Yang Libing du village de Fengxing réclame sa fille unique de deux ans. On répond à M. Yang que sa fille a été envoyée dans un orphelinat et qu'il était à présent impossible de la retrouver. Le BPF invoque un 'mariage non enregistré et un enfant illégal' et réclame une amende de 8000 yuans augmentée à 20 000 yuans quelques jours après.

Yuan Zhengnan, paysan du village de Fengxing, déclare que sa troisième fille a été enlevée par les autorités : « Ma fille est un enfant hors plan, mais ils n'ont pas le droit de prendre mon bébé ». Les autorités affirment que la petite fille a été placée dans un orphelinat et déclarent ignorer duquel il s'agit.

Yuan Chaorong, paysan de 43 ans du village de Xishandong, a recueilli un bébé fille à Dongguan en août 2004 et l'a ramenée en décembre de la même année dans son village. M. Yuan a essayé de déclarer l'enfant en demandant un certificat d'adoption aux autorités. Mais l'année suivante, la petite fille a été enlevée car il s'agissait « d'une adoption illégale ». 8000 yuans sont réclamés à M. Yuan pour retrouver sa fille.

Yuan Mingyou, paysan originaire du village de Dashi, a adopté un bébé fille trouvé à Wuhan en 1999. En 2002, il a versé 2000 yuans à la police locale afin de l'enregistrer. Quelques mois plus tard, des employés du BPF ont kidnappé la petite fille en réclamant le versement d'une 'amende' de 30 000 yuans.

Plus de 60 paysans de Gaoping ont signé une pétition exigeant le retour de 11 enfants, toutes des petites filles, le douzième –un garçon adopté- ayant été relâché au bout de 29 jours suite à l'intervention d'un député. Le BPF demande plusieurs milliers de yuans par enfant. Les villageois accusent les cadres d'avoir kidnappé leurs enfants, mais aussi de les avoir emprisonnés et battus lorsqu'ils se sont rendus au BPF pour les réclamer.

Li Zijian, employé du BPF de Gaoping, admet que le Bureau a enlevé 11 enfants mais souligne qu'il suit simplement les règles du planning familial en vigueur. Il déclare que ces petites filles étaient toutes

²⁴ Pour une présentation des changements quantitatifs survenus dans l'éducation universitaire en Chine, voir Yitzhak Shichor, "China's Revolution in Higher Education", *China Brief*, vol. 6, no. 5, 2 mars 2006

adoptées illégalement et que leurs parents les avaient volontairement remises aux autorités pour éviter de payer les amendes relatives. M. Li cite la loi sur l'adoption qui stipule les conditions requises pour pouvoir adopter : « ne pas avoir d'enfant, une différence de 40 années au minimum entre l'âge du père et de sa fille adoptive... Ces 11 adoptions sont par conséquent toutes illégales ». En outre, Zhou Xiaofang, directeur du BPF de Gaoping déclare : « Nous avons emmené des petites filles adoptées illégalement. Toutes ont été envoyées à l'orphelinat de Shaoyang. »

Les paysans unis dans la douleur nient avoir donné leurs enfants et affirment n'avoir jamais rien signé, mais que les cadres les ont forcé à apposer leurs empreintes sur des documents relatifs à l'origine des enfants. D'après M. Liu Xin, avocat à la Guangdong E-time Firm, le BPF est en tort car il a le pouvoir d'imposer des amendes mais en aucun cas de priver les parents de leurs enfants –qu'ils soient biologiques ou adoptifs.

Selon la loi sur le planning familial et la loi sur l'adoption de la République populaire de Chine, ces onze petites filles ont toutes été adoptées illégalement car leurs parents adoptifs ne remplissaient pas les conditions requises, notamment celle de ne pas avoir d'enfants. Ces petites filles n'ont pas d'existence juridique. Ce genre de cas n'est pas rare puisque les experts chinois estiment entre 20 et 30 millions les naissances non enregistrées depuis la mise en place du planning familial au début des années 1980. En outre, la prise en charge de ces enfants par l'Etat est limitée puisqu'un rapport du ministère des Affaires civiles, de l'organisation *Save The Children* et de l'Université normale de Pékin estime à 573 000 les orphelins dans l'ensemble du pays dont seulement 66 000 bénéficieraient d'une aide gouvernementale.

Une adoption –illégale ou non- représente une chance ultime pour les bébés filles abandonnées car l'Etat n'offre aucune alternative mis à part leurs placements éventuels dans des orphelinats dont les conditions sont largement insuffisantes pour recueillir tous les orphelins et qui plus est, ne peuvent leur garantir une intégration au sein d'une famille.

12. Les Etats-Unis et le détroit de Taiwan : de l'ambiguïté à la « double clarté »?

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:

- *Forum du Huanqiu shibao*²⁵, "Le choix stratégique difficile des Etats-Unis dans le détroit de Taiwan", Huanqiu shibao, 24 mars 2005
- *Shao Yujun*, "Une analyse de la politique 'de ne pas soutenir l'indépendance taiwanaise' de la deuxième administration Bush", Xiandai Guoji Guanxi, no. 2, 2006, pp. 54-59

A la veille de la visite de Hu Jintao aux Etats-Unis, la presse chinoise abondait d'analyses portant sur les relations sino-américaines et leurs différents aspects: stratégiques²⁶, diplomatiques et économiques. Les analystes chinois suivent toutefois les évolutions politiques et stratégiques aux Etats-Unis de façon régulière et en font souvent l'objet de débats. Cet engouement pour les Etats-Unis aboutit, et les articles cités en sont une des manifestations, à des analyses plus fines qu'elle ne l'étaient autrefois mais aussi à une divergence de lectures et analyses faites des activités déclaratoires ou opérationnelles de l'administration américaine. Notons toutefois que les experts sollicités par le Huanqiu shibao (publication plus commerciale du groupe du Quotidien du peuple) sont affiliés à des universités et centres de recherche aux Etats-Unis et Taiwan, alors que Shao Yujun présente une approche plus proche de celles représentées par des chercheurs affiliés à des instituts en Chine continentale.

²⁵ Le forum regroupe Zheng Shiping, chercheur à Bentley College aux Etats-Unis, Chu Yunhan, professeur au département de Sciences politiques à l'université de Taiwan mais aussi directeur de la Fondation Chiang Ching-kuo, et Wang Jianwei, directeur du département politique à l'université de Wisconsin. Le débat a été modéré par Liu Jiangyong de l'Institut des relations internationales à l'Université Qinghua

²⁶ Voir l'analyse faite de la Quadriennal Defence Review, par Michel Auroy, dans ce numéro

De ce fait, les articles référencés abordent différemment le rôle et la position américaine dans la relation inter détroit. Les auteurs s'accordent tous à constater une ambiguïté fondamentale de la position américaine, surtout depuis la deuxième administration Bush, dans laquelle ils ne voient ni une attitude strictement pro continentale ni pro-taiwanaise, mais plus simplement une politique étroitement liée à l'évolution des intérêts américains. Bien qu'ils notent un appui à la cause démocratique et au modèle de la démocratie représentative que présente l'île, aucun des analystes n'explique ce soutien par une motivation idéologique mais attribuent aux positions et actions américaines une coloration intéressée et pragmatique.

Quels sont ces intérêts? Sur ce point, les points de vue des auteurs divergent. D'abord, les auteurs font une distinction implicite entre les objectifs à court et moyen terme et les objectifs à long terme: dans le court et moyen terme, les Etats-Unis (même si cette référence aux Etats-Unis comme acteur unitaire est remise en question, voir *infra*) veulent préserver le *statu quo*. Les auteurs cités dans *Huanqiu shibao* attribuent cette volonté à l'indécision et à "l'absence de vision à long terme des relations inter détroit", de plus, Chu Yunhan estime que les Etats-Unis n'ont aucun autre choix étant donné que leur prédominance unilatérale sur les questions stratégiques en Asie touche à sa fin, et que les fondements sur lesquels ils auraient basés leur suprématie s'effondrent: d'après l'auteur, les développements économique et politique à Taiwan perdent de leur vigueur, le système politique perd sa crédibilité et l'économie de l'île fait face au risque de voir son rôle dans les flux asiatiques marginalisé. De plus, l'administration Bush n'aurait pas déterminé sa stratégie face à l'émergence de la Chine. Son seul choix est donc de maintenir le *statu quo* et de laisser Taiwan dans une "situation stratégique intermédiaire". Quant à leurs propres choix stratégiques, les Etats-Unis procèdent prudemment, (*zou yibu, kan yibu*) et face aux évolutions régionales, ne peuvent qu'arrêter et réévaluer leur position.

Cependant, Shao Yujun attribue cette volonté de maintenir le *statu quo* à un choix calculé, issu du besoin de

Washington de garder le front asiatique calme jusqu'à ce que la situation en Irak s'apaise. De plus, M. Shao estime que la coopération avec la puissance chinoise n'est pas inutile pour les Etats-Unis, notamment sur le dossier coréen. Ainsi, si le forum du *Huanqiu shibao* considère que Taiwan est une question épineuse pour les Etats-Unis, Shao Yujun la voit plutôt comme une carte que les Américains peuvent jouer pour atteindre leurs propres objectifs. Dans le court terme, le mot d'ordre est donc de coopération. Si cela s'avère difficile, aussi bien Pékin que Washington tenteraient, d'après Shao, de limiter les dégâts.

A terme, néanmoins, les Américains n'excluraient pas une indépendance taiwanaise. S'ils ne soutiennent pas l'indépendance "légale" (la modification de la constitution taiwanaise), car elle est synonyme d'"indépendance radicale" (*jijin taidu* 激进台独), l'idée d'une indépendance progressive (*jianjin taidu* – 渐进台独) n'est pas à écarter. D'après Shao, ce serait même un objectif de Washington, qui va de pair avec l'endiguement de la Chine.

Deux questions ne sont pas tranchées, la première est celle de savoir si la marge de manœuvre accordée à Taipei est intentionnelle ou le résultat d'une indécision américaine, et la deuxième, qui en découle, est de savoir si Taiwan est un fardeau stratégique ou un atout tactique pour Washington. Ce qui semble faire l'unanimité des auteurs est, indépendamment des différentes réponses offertes à ces deux questions, que les Etats-Unis voudraient garder "l'initiative sur le maintien du statu quo" (*weichí xianzhuang de zhudaoquan*). Dès qu'un changement dans les rapports de force s'opère, les Etats-Unis veulent prendre les choses en main en vue d'assumer, seuls, le rôle de gardien du *statu quo* (et, en filigrane, d'être les seuls à maîtriser la capacité de rompre le *statu quo*).

La finesse des analyses réside également dans la prise en compte des acteurs multiples impliqués dans les prises de décisions aux Etats-Unis et dans la réalisation de l'importance des groupes d'intérêts dans l'élaboration de la politique étrangère américaine. Zheng Shiping compte quatre "éléments structurels" qui façonnent la politique américaine: d'abord, la Maison Blanche, qui prendrait une

position modérée, favorable au maintien du statu quo, même si "[cette position] évolue au gré des interférences (*ganrao*)", telles que les critiques et attaques portées par le Congrès américain "en raison d'intérêts régionaux ou idéologiques". Inversement, Shao estime qu'il existe un "accord tacite" entre la Maison Blanche et le Congrès. Ce dernier ne critiquerait pas ouvertement la politique taiwanaise du Président George W. Bush et ceci pour trois raisons: d'abord, les déclarations polémiques de Chen Shui-bian seraient reconnues aux Etats-Unis comme simples tactiques électorales et de la sorte tout appui à ces déclarations ne pourrait que nuire aux intérêts américains; ensuite, Chen Shui-bian aurait perdu sa crédibilité aux Etats-Unis²⁷; et enfin, le Congrès américain ne croit pas que Taiwan fait face à un véritable défi. La politique de "pas d'indépendance mais pas de réunification, pas de guerre et pas de paix" (*budubutong, buzhanbuhe* – 不独不统、不战不和) serait donc acceptable aux yeux du Congrès et permettrait au Président de poursuivre sa politique sans cette "interférence" qu'évoque Zheng.

Les autres acteurs qu'il évoque, et qui ne sont pas énumérés par Shao Yujian, sont les lobbies des hommes d'affaires, le Département d'Etat qui jouerait un rôle stabilisateur en prônant un "engagement circonspect", le Pentagone qui favoriserait une intervention militaire en cas de détérioration de la situation dans le détroit (sous la pression également des lobbies des armements qui "forcent (*poshi*) Taiwan à acheter des armes") et enfin l'opinion publique et les groupes d'intérêts.

Cependant, la multiplication des acteurs aux Etats-Unis et l'indécision des positions évoquée par Chu Yunhan n'impliquent pas un affaiblissement du rôle américain dans le détroit de Taiwan. Si Taipei se retrouve "en suspens" (*xuankong*) et si le Président Bush est mécontent des provocations de Chen Shui-bian, la réconciliation des positions américano taiwanaises se fait de façon relativement rapide, car au fond, les Etats-Unis ne soutiennent pas la réunification des deux rives, et les faux pas de Chen n'enlèvent rien du soutien fondamental des Etats-Unis pour

²⁷ Sur cette notion de crédibilité personnelle voir également l'article de Hubert Kilian, dans ce numéro.

l'exercice de la démocratie qui s'opère sur l'île.

La politique des Etats-Unis se situerait donc dans cette zone grise, entre le refus d'accepter d'emblée la réunification des deux rives (et donc la convergence des intérêts avec Taipei) et le refus de voir Taipei procéder à une indépendance légale (ou radicale) – point de convergence d'intérêts avec Pékin. Cette politique ambiguë se poursuivrait donc d'après Shao, conforté dans son analyse par les évolutions récentes (élection de Ma Ying-jiu, visites de dirigeants de l'opposition taiwanaise sur le continent, et le passage en Chine à des moyens "souples") et la modération subséquente des positions chinoises.

De ce fait, Washington devrait poursuivre sa politique de "double dissuasion": dissuader Taipei de précipiter l'indépendance, mais limiter la modernisation militaire chinoise. Les Américains estiment donc que Taiwan devrait posséder une capacité de défense minimale mais signifierait parallèlement à Taiwan que le "Taiwan Relations Act" n'est en aucun cas un chèque en blanc. Cette double dissuasion, à savoir, la diplomatie préventive vis-à-vis de Taiwan et la dissuasion du continent par la force militaire, caractériserait la politique américaine dans les années à venir.

13. Chine et Russie – partenaires par défaut

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:

- Zheng Zeren, "Les relations sino-russes entrent dans une nouvelle période de 'lune de miel'", *Caijing*, no. 155, 22 mars 2006
- Shi He, Chang Zhe, Zhang Jiye, "Maintenir la coopération possible, intensifier la concurrence interminable: le sentiment anti-russe aux Etats Unis se manifeste", *Huanqiu Shibao*, 31 mars 2006

La visite du Président Poutine à Pékin le 21 et 22 mars 2006 – date officielle du lancement de l'année de la Russie en Chine - a été accompagnée de déclarations optimistes de la part des dirigeants russe et chinois quant à l'évolution et à l'avenir des relations entre leurs deux pays. En effet, dix ans après la consolidation du partenariat stratégique

entre Moscou et Pékin, les deux pays ne chercheraient plus à "vivre en harmonie" mais seraient en quête d'un "langage commun" concernant des questions d'importance mondiale.

Dans un contexte de réchauffement des liens à la fois économiques et politiques (le volume des échanges commerciaux entre les deux pays aurait atteint 29,1 milliards de dollars en 2005, soit une augmentation de 37% par rapport à l'année précédente²⁸), la visite de Poutine en Chine devient, pour la presse chinoise, une étape importante de la relation bilatérale, marquant une nouvelle "lune de miel" comparable à la période de collaboration fructueuse sino-soviétique au début des années 1950²⁹.

Cet optimisme serait dû aussi bien à la concordance d'intérêts des deux voisins qu'aux discordes qui minent les liens de Moscou et Washington: au cours du mois de mars les offensives diplomatiques lancées par Washington ont été multiples, et "d'une résonance inhabituellement forte". Les auteurs énumèrent les quatre grandes questions autour desquelles cette "offensive du mois de mars" (*sanyue gongshi*) aurait été centrée:

D'abord, le désenchantement américain quant à la tournure que prend la réforme politique russe et "l'abandon de la voie des réformes démocratiques et économiques ainsi que l'absence de mesures efficaces pour mettre terme à la prolifération d'armes de destruction massive"³⁰; Deuxièmement, l'évaluation de la situation en Russie dans le rapport annuel du département d'Etat sur les droits de l'homme est vue par les auteurs comme une composante supplémentaire de cette offensive américaine, qui, bien que composée de "clichés (*laoshengchangtan*)", aurait toutefois suscité des réactions agitées au sein des cercles politiques russes; Troisièmement, les Etats-Unis s'inquièteraient face à

²⁸ "Poutine apprécie la croissance rapide du commerce sino-russe et appelle à une réforme structurelle", *Xinhua*, 19 mars

²⁹ Notons que ce terme de "lune de miel", n'est pas strictement réservé aux relations sino-russes et a été l'épithète donnée aux liens sino-européens voici deux ans...

³⁰ Voir notamment John Edwards, Jack Kemp, "Russia's Wrong Direction: What the United States Can and Should Do", *Council on Foreign Relations*, mars 2006

l'exploitation par la Russie de ses ressources énergétiques comme outil politique, ce qui se serait manifesté dans les déclarations du secrétaire d'état américain à l'énergie Samuel Bodman lors de la réunion du G8 sur la sécurité énergétique³¹ et dans l'encouragement donné aux pays d'Europe de l'Est de diversifier leurs sources d'approvisionnement; et enfin, le 24 mars, le Pentagone accuse Moscou d'avoir donné des renseignements militaires à Saddam Hussein lors de la guerre en 2003.

Cette offensive parviendrait d'un sentiment d'insécurité croissant aux Etats-Unis face à la montée en puissance de la Russie et à l'éventualité que celle-ci voudrait regagner sa position de puissance en Europe et dans le monde. Ce sentiment serait exacerbé par l'héritage culturel et religieux de la Russie et par son système politique. Les Américains ne croiraient plus en la possibilité d'une réforme politique en Russie et estimeraient désormais que le peuple russe n'est pas prêt pour la démocratie. De plus, les Etats-Unis verraient l'église orthodoxe comme la raison pour laquelle la Russie "ne trouve pas sa place dans les affaires internationales", ne voulant pas s'intégrer dans les sociétés catholiques et protestantes à l'Ouest ni dans les sociétés à forte influence musulmane et bouddhiste à l'Est, la Russie reste dans une position dissociée. Cette lecture culturaliste est intéressante pour deux raisons: d'abord, car les auteurs voient la stratégie mondiale américaine dans ces termes là – toute puissance "non occidentale" qui ne saura s'adapter à l'ordre mondial que les Etats-Unis tentent de forger, n'appartiendra pas au camp américain. Or, dans le cas de la Russie (et par extension de la Chine), cette appartenance est d'emblée impossible car même si ces pays optaient pour une transition démocratique, le fondement culturel judéo-chrétien, qui fait partie inhérente de l'identité occidentale, ne pourra jamais être acquis. Ensuite, cette lecture culturaliste et la division du monde qui en découle, s'applique également (implicitement) à la Chine et trace l'inévitable limite (culturelle) au

³¹ La presse occidentale ne rapporte toutefois pas des désaccords ouverts entre Washington et Moscou

rapprochement sino-américain (et russo-américain) tout en posant une base intrinsèque qui noue de façon permanente les liens des puissances "non occidentales". "Se tourner vers l'Est, de façon progressive et aux moments propices (*shishi shidu*), devient le choix naturel (*ziran xuanze*) pour la Russie lorsqu'elle voit ses ouvertures vers l'Ouest repoussées".

Partenaires par défaut, la Chine et la Russie retrouvent leur "langage commun" sur les dossiers qui fâchent: la sécurité énergétique et l'Iran. Au terme de la visite du Président Poutine, Pékin aurait obtenu environ 29 accords signés sur l'énergie, un protocole d'accord entre le CNPC (China National Petroleum Corp.) et Gazprom en vue de construire deux gazoducs reliant les gisements de gaz sibériens de la Russie à la Chine et la promesse que la Russie deviendra le plus grand fournisseur d'énergie de la Chine dans les dix ans à venir. Toutefois, aucune réponse ferme n'a été obtenue au sujet de l'oléoduc en provenance du champ pétrolier d'Angarsk³².

Quant à l'Iran, les positions restent inchangées, la Chine et la Russie œuvrent pour trouver une solution diplomatique à la crise "ayant toutes les deux des intérêts économiques et politiques" dans le pays. Ces intérêts internationaux communs sont toutefois traités brièvement et avec des termes assez modérés. Serait-ce parce qu'aussi bien Moscou que Pékin savent que cette alliance de convenance, qui s'épanouit à présent, peut se flétrir en fonction des intérêts de chacun devant soit les pressions, soit les offres que peuvent faire les Etats-Unis en direction de la Russie et de la Chine ? Plutôt qu'une alliance de revers ou qu'un approfondissement du monde multipolaire, les relations sino-russes apparaissent ainsi comme un partenariat par défaut.

³² Alexander Koliandre "Russia keeps China energy options open", BBC News, 21 mars 2006

14. Etonnante équanimité

Synthèse commentée de Michel Auroy d'après :

- Xu Jia, « Revue de la Quadriennal Defense Review 2006 », Xiandai Guoji Guanxi, no. 2, février 2006, pp. 51-59.

Dans un style dénué des rigidités propres aux articles traitant d'une doctrine américaine généralement jugée à Pékin aussi condamnable que fascinante, Xu Jia commente la dernière *Quadriennal Defense Review*³³ (QDR). Manifestement rompu à la pensée stratégique américaine, il se borne à faire une première analyse du document et à relever ses nouveautés et particularités les plus marquantes.

Contenu essentiel de la QDR³⁴.

Se livrant à une nouvelle analyse de l'environnement stratégique des Etats-Unis, la dernière QDR rend encore plus explicite³⁵ les jugements officiels américains antérieurs. Xu Jia note ainsi le double jugement porté sur l'époque et l'environnement qui se distinguent par « l'indétermination et la soudaineté ». Au constat de la National Defense Strategy de 2005 : « *America is a nation at war* », la QDR, pourrait-on dire, vient ajouter "*and for a long time though not alone*". Cette analyse conduit le document à une « nouvelle conception de la défense nationale » servant de fil directeur à la génération³⁶ et à la transformation des forces.

Dans les six questions passées en revue par la QDR, Xu Jia en distingue plus particulièrement trois (en gras ci-dessous) qui lui semblent donner au texte toute sa raison d'être :

³³ DOD, Quadriennal Defense Review Report, February 6, 2006.

³⁴ L'objectif de cette synthèse commentée n'est bien sûr pas d'exposer en détail le contenu de la QDR 2006. Elle se limitera donc aux points jugés les plus saillants par Xu Jia, en éclairant si nécessaire les détours de la doctrine américaine.

³⁵ Il juge donc d'entrée que c'est en continuité avec un mouvement antérieur.

³⁶ On utilisera ici ce terme de préférence à celui d'édification (建设 jianshe) systématiquement utilisé dans les articles chinois.

- faire le point sur la guerre contre le terrorisme et les autres opérations récentes,
- passer en revue les cinq domaines-clés de réalisation de la « stratégie américaine de défense »,
- discuter du nécessaire remodelage des capacités militaires,
- exposer la nécessaire refonte des structures nationales de défense,
- présenter les besoins de la génération des forces au 21^e siècle,
- souligner les problèmes liés à l'harmonisation des opérations interministérielles ou interalliées.

En continuité avec les textes de 2005, le rapport articule les objectifs stratégiques en cinq domaines-clés, dont les quatre premiers sont en fait définis par chacun des quatre types de menaces³⁷ :

1. la lutte contre les réseaux terroristes (menaces asymétriques),
2. la défense stratégique en profondeur du territoire national (menaces catastrophiques),
3. l'influence sur les choix des pays se trouvant à un carrefour d'options stratégiques (menaces traditionnelles),
4. le déni d'acquisition ou d'utilisation d'armes de destruction massive par des Etats et acteurs non-étatiques hostiles (menaces de rupture).

Le 5^e domaine-clé (exigence accrue de flexibilité des forces) constitue en quelque sorte la réponse à cette diffraction des menaces : aux trois catégories d'opérations de défense du territoire, de guerre au terrorisme et de conflit asymétrique, vient s'ajouter une distinction nouvelle entre les « opérations constantes » (*steady-state*) et les « opérations disruptives » (*surge activities*). L'auteur énumère les efforts que cette vision implique et souligne leur caractère essentiel de transformation (des forces engagées sur les théâtres interalliés, et de chacune des composantes des forces américaines en relevant les exemples

³⁷ La définition des quatre types de menaces remonte au texte intitulé "National Military Strategy" publié en 2004.

concrets donnés par le rapport ³⁸. L'ensemble de ces réformes, souligne-t-il, a pour objectif de s'adapter aux besoins en opération de forces armées flexibles, mobiles, avec un haut degré de réaction rapide et d'efficacité.

Soulignant l'importance que revêt le récent passage de la doctrine américaine à une stratégie d'alliances, Xu Jia ne manque pas de saisir le caractère essentiel de l'intégration « de toute opération en tout lieu » :

- au niveau national, entre les différents ministères, afin de permettre à chaque partie « de mieux refléter la stratégie de défense et les intentions politiques nationales » ;
- au niveau international, par une coordination renforcée des relations avec les pays alliés ou partenaires, l'OTAN, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud restant les alliés essentiels des Etats-Unis, l'Inde étant quant à elle perçue comme un partenaire stratégique émergent et essentiel ;
- dans des régions « peu familières », où les Etats-Unis doivent construire de « nouveaux partenariats internationaux », pour lesquels un besoin de formation des élites aux langues et aux cultures locales s'avère indispensables.

Idées nouvelles et innovations.

Ayant souligné la continuité de la QDR avec les textes programmatiques et doctrinaux qui l'ont précédé, Xu Jia y relève trois innovations :

- le jugement beaucoup plus sombre porté sur l'environnement de sécurité des Etats-Unis : les Américains, souligne-t-il, sont passés d'une époque que la raison pouvait saisir à une autre « indéterminée et disruptive » ;
- une définition plus explicite de « l'ennemi » : la QDR de 2001 ³⁹ était passée d'une planification de

défense « fondée sur la menace ⁴⁰ » à un nouveau modèle où ils sont « fondés sur les capacités ⁴¹ » futures, diluant ainsi la perception de l'ennemi. Le terrorisme, distingué dès 2002 comme étant la menace essentielle, devient central et le rapport désigne explicitement les « réseaux terroristes disséminés, multinationaux, multiethniques », usant de l'islam comme d'un instrument d'asservissement des peuples à des fins politiques ;

- trois ajustement importants dans les programmes militaires : la prise en compte accrue des missions de défense intérieure, le renoncement au concept de « victoire décisive » au profit de « l'attaque immédiate », l'abandon d'une dissuasion « intangible » au profit d'une nouvelle forme de dissuasion pouvant s'adresser tant à une puissance militaire moderne ou à une puissance régionale dotée d'armes de destruction massive, qu'à des factions terroristes.

En retirant les leçons des quatre années passées, la QDR 2006 rompt avec le style habituel qui enchaînait une analyse introductive de la nouvelle configuration internationale, les nouvelles menaces pesant sur les Etats-Unis et les problèmes à résoudre. Les « mises en pratique opérationnelles des quatre années passées » au crible desquelles elle entend passer les « hypothèses de la QDR 2001 » vont des opérations de guerre aux secours d'urgence. Xu Jia relève les principales *Lessons Learned* énumérées par le texte :

- nécessité d'une autorité et de ressources permettant la mise sur pied d'alliances, afin de passer des « opérations directes » à des « opérations indirectes »,
- préservation de l'avantage technologique grâce au « partage du fardeau » des opérations avec les alliés et partenaires,
- nécessité de passer des opérations de prévention, en phase initiale ou en urgence à « l'empêchement » des incidents

³⁸ Mise sur pied de trois brigades standardisées supplémentaires, augmentation de 33 % des unités de guerre psychologique et des organismes civils, investissements accrus dans le renseignement, les systèmes informatiques et la défense biologique et chimique.

³⁹ Publiée fin septembre 2001.

⁴⁰ *Threat-based.*

⁴¹ *Capabilities-based.*

- susceptibles de résulter dans des conflits ou les crises ;
- nécessité d'un concours de forces à même de contenir la Chine, « pays potentiellement le plus menaçant en matière de forces et de technologies militaires ». Les grandes puissances émergentes doivent faire l'objet d'un « traitement équilibré » entre *engagement* et *containment*. Aussi est-il souhaitable que pour préparer cette dernière option, les coopérations avec les pays alliés soient renforcées (intégration du renseignement, de réseaux de communication, des défenses antimissiles) ;
- l'importance particulière et novatrice des langues et cultures tant pour le recueil du renseignement et la bonne marche des coopérations que dans le vis-à-vis avec les puissances émergentes : soit pour resserrer les alliances qui y font face, soit pour mieux comprendre les choix stratégiques de ces mêmes puissances émergentes.

- chinoise » et obtenir la réassurance la plus ferme possible de l'attachement américain au *statu quo*,
- et, pourquoi pas, en fond de tableau, une certaine satisfaction à se voir reconnaître, de les puissances émergentes, *primus inter pares*, puisque, la QDR l'affirme, les Etats-Unis privilégieront d'abord la coopération avec tous et chacun.

Un commentaire somme toute mesuré.

La remarquable absence des imprécations usuelles (accusation de *containement*, hégémonisme global américain) confère à l'analyse de Xu Jia une crédibilité dont il tire plein profit dans les lignes conclusives de son article en soulignant que l'appui encore plus prononcé recherché chez les alliés et notamment auprès du Japon pour l'Asie, outre qu'il pourra être instrumentalisé par Tokyo, augmentera les difficultés de Pékin à gérer ses relations avec le Japon et, plus encore, la relation triangulaire Chine-Etats-Unis-Japon.

Outre cette concentration des effets rhétoriques, il est possible d'expliquer la retenue devant, notamment, la singularisation de la Chine comme puissance émergente la plus potentiellement menaçante par deux ou trois hypothèses :

- la conscience à Pékin que, depuis la réélection de G.W. Bush, la politique chinoise des Etats-Unis ne se décide plus guère au Pentagone,
- les efforts déployés par Pékin pour préparer la visite de Hu Jintao à Washington, contrebattre la thèse de la « menace

15. Taiwan : Le Parti communiste chinois saura-t-il faire preuve de tolérance vis à vis de Ma Ying-jiu ?

*Synthèse commentée de Hubert Kilian d'après
- Lin Juanzhong: «La pierre de touche des relations entre les deux rives» Zhongguo shipao 1^{er} mars 2006. pages éditoriales.*

John Chuan-Tiong Lim est professeur assistant à l'Université nationale japonaise de Ryukyus. Il est suffisamment rare qu'un auteur non taiwanais écrive dans la presse en langue chinoise pour que soit mentionné son article. Celui-ci offre en outre un regard neuf sur la manière dont interagissent le Parti Communiste Chinois et le Kuomintang à Taiwan.

Durant le mois de février, la société taiwanaise a focalisé son attention sur deux événements politiques: la mise en sommeil du Conseil pour l'unification Nationale par Chen Shui-bian et l'affaire de l'encart publicitaire du Kuomintang. Le parti publiait en effet dans le quotidien *Ziyou shipao* une très large publicité expliquant le programme politique du Kuomintang sur la question des relations entre les deux rives. Intitulée : «Taiwan's Pragmatic Path » la publicité listait parmi les options politiques futures envisagées par le Kuomintang, celle de l'indépendance. Pékin aurait discrètement protesté en faisant directement parvenir un télégramme au Kuomintang dans lequel le Parti Communiste s'étonnait de cette prise de position .

L'approche que propose John Chuan-Tiong Lim est intéressante parce qu'elle offre un point de vue qui semble se placer hors d'une perspective strictement taiwanaise de la question. Il le note lui-même en regrettant la manière très traditionnelle dont les médias taiwanais ont exploité cette controverse récente, focalisant leur attention sur les luttes politiciennes et sur une lecture unique indépendance-unification. Selon lui, l'observation très méticuleuse que Pékin a fait de cette évolution a été négligée. Pour l'auteur, la politique qu'adoptera Pékin sur le plan des relations entre les deux rives

sera largement conditionnée par la capacité de Pékin à accepter les prises de positions de Ma Ying-jiu en faveur d'une idée théorique d'indépendance accrue de Taiwan (*nadushuo*). L'auteur propose donc une analyse de la politique taiwanaise de Pékin fondée sur la confiance en les hommes. Selon lui, le traitement par Pékin des prises de position en faveur d'une indépendance taiwanaise varierait selon les personnes. L'analyse de l'auteur est d'autant plus intéressante qu'elle prend une certaine perspective au regard des mauvaises relations qu'entretiennent Lien Chan et Ma Ying-jiu mais dont la presse taiwanaise fait rarement écho. La stratégie actuelle de reconquête du pouvoir par le Kuomintang s'organise autour des deux hommes. La question peut se poser de savoir jusqu'à quel point leur démarche à la fois commune et personnelle trouvera une cohérence. Le rôle de Pékin dans cette alliance de circonstance est ici porté en lumière par l'auteur .

Pékin n'a jamais considéré Chen Shui-bian comme un interlocuteur valable et digne de confiance alors que l'inverse est vrai pour Ma Ying-jiu. Selon l'auteur « les contradictions entre les deux rives » (*di wo maodun*) et « les contradictions internes aux peuples » (*renmin neibu maodun*) ont toujours été à la base de la réflexion du Parti communiste chinois sur sa stratégie de Front Uni (*fanying*) et sa politique de réunification. Considérant que Lee Tenghui et Chen Shuibian représentent des influences négatives, il était nécessaire pour Pékin de les exclure de sa définition du front uni et de les isoler. Ce fut la stratégie que Pékin développa en déclarant « sa confiance dans le peuple taiwanais » qui visait aussi à écarter le peuple taiwanais du tandem « Lee Tenghui - Chen Shui-bian » Après la visite de Lien Chan et Soong Chu-yu sur le continent chinois en avril 2005, Pékin décida que l'opposition bénéficierait du droit de représenter « le peuple taiwanais» .

De ce point de vue, le fait que Ma Ying-jiu ait évoqué une option indépendantiste, même théorique, a un impact beaucoup plus important sur les relations entre les deux rives que le fait que Chen Shui-bian ait fait cesser le fonctionnement du Conseil pour l'Unification. Selon l'auteur, Ma Ying-jiu

mettrait en péril la validité du rôle pour lequel Pékin a choisi le Kuomintang. L'auteur rajoute que du fait de la confiance que Pékin place en l'homme Ma Ying-jiu, la réaction chinoise a été très maîtrisée. L'auteur appelle ensuite à l'objectivité pour considérer le fait que les politiques continentales des deux partis, le PDP et le KMT, présentent finalement que peu de différences. Mais du point de vue de Pékin et de ses objectifs politiques, la différence réside dans les hommes. La manière dont Pékin voit un ennemi en Chen Shui-bian et un ami en Ma Ying-jiu serait ainsi révélatrice de l'importance que Pékin accorde au « crédit » (*xinren*) et aux hommes au détriment des politiques de ces mêmes hommes.

Les espoirs et la confiance que Pékin place dans les hommes plutôt que dans les politiques ont donc permis au Kuomintang de se démarquer du Parti Démocrate Progressiste et de développer une nouvelle politique continentale. La stratégie mise en place par Pékin comporte des limites mais présente aussi des avantages, même négociés, pour le Kuomintang. La visite de Ma Ying-jiu en Angleterre l'a parfaitement montré. Le fait que le Maire de Taipei ait pu évoquer en public, depuis un pays tiers, les nouvelles positions du parti sur la question des relations entre les deux rives est la preuve même de la tolérance dont Pékin fait preuve vis à vis de Ma Ying-jiu. Ainsi, selon l'auteur, le centre de gravité de la politique des deux rives de Ma Ying-jiu doit se construire autour de sa capacité à développer avec Pékin une base d'échange, d'interaction et de confiance (*duitai zhengce huoban*) et de tenter de faire reconnaître l'existence de la république de Chine dans le cadre du principe d'une seule Chine .

L'auteur se pose ensuite la question des moyens dont dispose Ma Ying-jiu pour réussir à faire admettre à Pékin l'existence de la République de Chine et de la manière dont la politique de partenariat et d'interaction peut se construire entre les deux parties.

Selon lui, chaque prise de position, chaque mouvement politique a potentiellement la force de toucher la corde sensible de Pékin. Lorsque Ma Ying-jiu évoque la possibilité théorique d'une indépendance taiwanaise, il s'agit

en fait du premier défi politique auquel est confronté Pékin depuis que Ma Ying-jiu a pris la présidence du parti. D'après les premières réactions de Pékin et exception faite de la possibilité d'un changement politique brusque, il n'est pas difficile de conclure que Pékin s'était préparé à cette éventualité et avait décidé de l'accepter. La tolérance de Pékin vis à vis de Ma Ying-jiu se construit en fait autour de la relation de confiance établie par Lien Chan et Hu Jintao. Elle se justifie aussi par le fait que Pékin n'a finalement que peu de marge de manœuvre. Pékin ne peut en effet se permettre de qualifier d'ennemi le Kuomintang sans voir sa politique d'espoir placé dans le peuple taiwanais et celle de partenariat et d'interaction s'écrouler. C'est pour cette raison, selon l'auteur, que Pékin choisira dans le futur, d'exercer ses pressions dans l'ombre des négociations, et fera disparaître de son discours public les critiques susceptibles de gêner Ma Ying-jiu, mais continuera à exiger autant de concessions dans le cadre des processus de négociations. La stratégie de Pékin devrait être maintenue et les bases fondamentales de sa politique de réunification ne devraient donc pas s'assouplir. L'auteur conclut son analyse en envisageant l'option d'une indépendance taiwanaise et le maintien d'un niveau de tolérance élevée comme une condition négociée entre Pékin et Ma Ying-jiu. Ce qui devrait également représenter pour le Parti Communiste et le Kuomintang, le fondement d'une politique commune pour Taiwan et les deux rives. Après la victoire du Kuomintang en 2008 sur laquelle mise spéculait Pékin, les relations entre les deux partis se transformeront rapidement en une situation de gains mutuels (*shuangying*) L'auteur conclut enfin que Ma Ying-jiu ne peut se permettre de se sentir trop libre. Une fois que Pékin aura intégrée ce premier défi dans la sphère de son contrôle, la Chine aura toute la liberté de brocarder Ma Ying-jiu en ennemi du peuple taiwanais, et d'en faire un second Lee Teng-hui. Dans ce cas de figure, l'attitude de Lien Chan et les rapports de force au sein du Kuomintang pourront représenter un élément décisif dans cette confrontation entre Ma Ying-jiu et Pékin .

16. Le Parti Démocrate Progressiste en crise

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

- Lu Yuan-hang, Ding Jia-lin, Yang Shao-qi, "Chronique de la mort annoncée du Parti Démocrate Progressiste", Xin Xinwen (The Journalist), n°998, 20 avril 2006, p 14-20

A Taiwan, les perspectives électorales s'annoncent sombres pour le Parti Démocrate Progressiste (DPP). Ces derniers mois, le taux de satisfaction envers le Président Chen Shui-bian est tombé à un minima historique, à 18%. Dans sa chute, le Président risque d'entraîner l'ensemble de son parti, qui éprouve le plus grand mal à se démarquer de sa personne, en particulier parce que le Président dispose encore d'un pouvoir important dans le DPP et que très peu osent pour l'heure l'opposition frontale. En dehors des critiques ayant trait à une politique manquant d'ouverture envers la Chine populaire, surtout par comparaison aux efforts du Kuomintang, Chen Shui-bian et le DPP sont surtout sous le feu des critiques sur un sujet qui était autrefois leur point fort face au KMT : la corruption. Les scandales impliquant des proches du pouvoir exécutif se sont succédés, au rythme des dénonciations dans les médias par des députés de l'opposition. Le député KMT Chiu Yi, accusé par le DPP de recevoir ses informations de la Chine populaire, a récemment menacé de révéler un nouveau scandale par jour. Après le vice-secrétaire général du Palais Présidentiel, Chen Zhi-nan, deux députés du DPP exclus du parti, c'est au tour de l'épouse du Président, Wu Shu-zhen, d'être sous le feu des critiques pour avoir accepté des bons d'achats des grands magasins Sogo en échange de traitements préférentiels. Elle aurait également commis des délits d'initié lors de certains achats boursiers. Signe de la perte de confiance de l'opinion envers lui, lorsque Chen déclare qu'il démissionnera s'il est prouvé que sa famille est impliquée dans des affaires de corruption, 55% de la population taiwanaise ne le croit pas.

Pour un Président élu en 2000 avec une image d'intégrité mise en valeur par la corruption du Kuomintang, le choc est très rude. Le jour de la révélation du scandale

de Chen Zhi-nan, le taux de satisfaction envers Chen Shui-bian a chuté de 5 points, montrant assez bien la grande sensibilité de l'électorat taiwanais à la supposée corruption d'un pouvoir à qui un mandat avait été donné pour lutter contre "l'argent noir" (*heijin*), que dans l'opposition il n'avait cessé de dénoncer. Alors que rien ne semblait plus résister au DPP après l'élection de Chen Shui-bian en 2000, la tombée en disgrâce du parti risque d'être très rapide, en raison de ces "affaires" (*bi'an*), dans un contexte où les grands entrepreneurs taiwanais ne « donnent plus de face » (*bu gei mianzi le*) à l'administration Chen : 48% de la production de richesses taiwanaise était représentée à Pékin aux côtés de Lien Chan pour le forum économique entre le KMT et le Parti Communiste. Car en plus de ces affaires qui occupent quotidiennement le devant de la scène médiatique, la politique continentale de l'administration Chen, marquée par le resserrement des contrôles sur les interactions entre les deux rives et dirigée exclusivement vers les « indépendantistes fondamentalistes » (*jiben jiaoyi pai*), semble lui avoir mis à dos une grande partie de l'électorat centriste taiwanais.

Dans ce contexte de déchaînement médiatique contre Chen Shui-bian et ses proches, l'hebdomadaire Xin Xinwen annonce l'extinction progressive du Parti Démocrate Progressiste lors des prochaines échéances électorales, dans un article dont le titre fait référence au roman de Gabriel Garcia Marquez. L'argument principal de l'hebdomadaire est que les effets électoraux de cette déception envers le DPP seront démultipliés lors des prochaines législatives en raison du nouveau mode de scrutin. Le nouveau système électoral, avec un scrutin majoritaire à deux tours (*danyi xuanqu liangzhi piao*) où chaque circonscription n'élit qu'un député, adopté lors de la réforme constitutionnelle du 7 juin 2005, semble *a posteriori* défavorable au DPP, alors qu'il en avait lui-même initié la réforme. Il remplace le système de vote unique non-transférable du mode de scrutin plurinominal par circonscription à un tour, qui permettait à de nombreux députés DPP d'être élus avec peu de voix. Alors que les électeurs taiwanais seront conviés en décembre 2008 à élire 113 députés pour quatre ans au lieu de 225 députés pour trois ans, l'effet risque d'être

doublément dévastateur pour le DPP. Certains députés DPP interrogés par l'hebdomadaire disent craindre que le parti ne puisse conserver qu'une vingtaine de sièges sur les 87 dont il dispose aujourd'hui. Dans certaines circonscriptions où le KMT est largement dominateur, comme dans les villes de Taipei et de Taichung, ou bien dans les districts de Changhua et de Taipei, avec le nouveau système, le DPP se trouvera dans une situation où il devra nommer des candidats "pour l'honneur de participer" (*zhi zai canjia*). Le second problème de ce nouveau système électoral est qu'il favorise les candidats disposant de « réseaux locaux » (*difang paixi*) performants, et qui généralement reçoivent en conséquence de « l'argent noir ». S'il ne restait au DPP que des députés de ce type, cela précipiterait son déclin selon le *Xin Xinwen*.

L'article envisage donc comment le parti organise sa réaction au niveau de la direction centrale, des factions et des députés. Avec le ton souvent très sarcastique que prend le langage d'opposition dans la démocratie taïwanaise, il compare ces mouvements tactiques à une grande fresque grotesque où les acteurs agissent vainement pour éviter leur mort annoncée et inévitable. Du côté de la nouvelle direction centrale du parti, c'est l'heure des réformes internes afin de renforcer la discipline et d'éviter de nouveaux scandales. Premier point, les candidats du DPP ne seront plus désignés après des primaires ouvertes aux militants, mais après un vote interne des bureaucrates. Deuxième point, la suppression du troisième échelon local, le plus bas, et la restructuration du deuxième échelon, plus proche du centre. L'objectif de ces deux réformes est de donner au centre du parti le pouvoir d'empêcher les candidats trop corrompus – le profil « magnat local » – de pouvoir se présenter sous l'étiquette DPP. Le DPP semble donc vouloir reconquérir une image d'intégrité, et ne plus chercher à concurrencer le KMT sur les « réseaux locaux », alors que la tentation en était grande, au vu de leur efficacité pour rassembler des votes.

Au niveau des factions, cette situation de crise aboutit à un resserrement des rangs. La faction Hsieh Chang-ting, minoritaire, est optimiste sur son avenir au sein du DPP puisque sa ligne modérée,

abandonnée par Chen Shui-bian, semble la plus séduisante pour cet électorat centriste qui tourne désormais le dos au DPP. La faction Nouvelle Vague concentre ses efforts sur la nomination du candidat DPP pour les municipales de Kaohsiung, calculant qu'après une défaite aux présidentielles en 2008, le maire de Kaohsiung sera le membre du DPP le plus en vue. L'Alliance pour la Justice (*Zhengyi lianxian*) vient de mettre en place un centre d'élaboration de nouvelles politiques publiques, avec pour objectif de copier la seule structure bien organisée des factions du DPP, à savoir l'Association politico-économique (*zhengjing xiehui*) de la faction Nouvelle Vague, réputée très efficace pour récolter des fonds de campagne. Enfin, l'aile indépendantiste dure, désignée récemment dans la presse sous le nom de « faction des doyens » (*gongma pai*), n'a pas non plus été avare de mouvements stratégiques, et détient désormais une majorité de postes au comité central du parti.

Au niveau des députés, les initiatives personnelles se multiplient, selon le *Xin Xinwen*, chacun commence à placer ses pions. L'inévitable réduction du nombre de sièges provoque une forte compétition interne pour les nominations dans des circonscriptions connues pour leur attachement au DPP, compétition qui nécessairement favorise les cadors du parti. Les manœuvres de couloir sont d'autant plus nombreuses que les nouvelles circonscriptions ne seront pas dessinées avant la fin de l'année 2006. Certains députés déménagent, d'autres font pression pour modeler les nouveaux dessins des circonscriptions à leur avantage. D'autre part, parmi les députés interrogés par l'hebdomadaire revient systématiquement l'idée que cette année est cruciale pour renforcer son image médiatique, dans un pays où la télévision accorde une place très importante aux députés. C'est particulièrement vrai des jeunes députés, élus pour la première fois en 2004. Enfin, de nombreux députés critiquent ouvertement Chen Shui-bian devant les caméras de télévision.

Le débat sur la réforme constitutionnelle, tant appuyée par Chen Shui-bian, offre une bonne opportunité pour réformer de nouveau le mode de scrutin. Pour Chen, ce point est peut-être le seul moyen de faire passer l'ensemble de sa réforme à un

Yuan législatif qui s'oppose à presque tous ses projets, et qui doit approuver aux 2/3 toute réforme constitutionnelle. Alors que le DPP penchait plutôt en faveur d'un système présidentiel, certains députés commencent à se prononcer en faveur d'un système parlementaire... à 200 sièges. Alors que la réforme du système électoral n'a pas même un an, le remous autour de la nouvelle constitution donne une chance aux partis qui semblent lésés par la réforme de 2005, c'est-à-dire tous sauf le KMT, de faire machine arrière et d'augmenter de nouveau le nombre de députés. Néanmoins, selon le Xin Xinwen, l'opinion aurait du mal à comprendre une nouvelle réforme.

La presse de ce numéro

- ❑ *Cajing* (Finance et Économie): revue bimensuelle d'actualité économique et financière basée à Pékin
- ❑ *21 shiji jingji baodao*: diffusé à 380.000 ex. par le groupe Nanfang Ribao.
- ❑ *Guoji Wenti yanjiu* (Etude des questions internationales) : revue bimestrielle publiée par l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) à Pékin.
- ❑ *Huanqiu shibao* (Global Times): journal d'actualité internationale publié par le groupe officiel du *Quotidien du peuple* en kiosque les lundi, mercredi et vendredi
- ❑ *Lianhebao*: Un des premiers quotidiens d'information à Taiwan d'obédience nationaliste, il appartient au puissant groupe de presse *United Daily News*.
- ❑ *People's Daily* (Quotidien du Peuple): version anglaise de l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin)

- ❑ *Ta Kung Pao* (ancien *L'impartial*): quotidien proche du Parti communiste chinois basé à Hong Kong
- ❑ *Waijiao Pinglun* (*Foreign Affairs Review*): mensuel de l'institut de la diplomatie (China Foreign Affairs University)
- ❑ *Wen Wei Po*: Un des principaux quotidiens de Hong Kong, en langue chinoise, proche du Parti Communiste
- ❑ *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines): revue mensuelle publiée par le CICIR (Institut chinois d'études internationales contemporaines) à Pékin
- ❑ *Xin Xinwen* (The Journalist): hebdomadaire de Taipei, en langue chinoise
- ❑ *Zhengming* (Rivalisons): revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong
- ❑ *Zhongguo Shipao* (*China Times*): un des trois principaux journaux de l'île, d'affiliation politique ambiguë, plutôt nationaliste.

L'équipe

- ❑ **Editeurs :**

François Godement et Michal Meidan

- ❑ **Contributeurs réguliers :**

Michel Auroy, Mathieu Duchâtel, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman

- ❑ **Et aussi...**

Florence Biot, Camille Bondonis, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Valérie Demeure-Vallée, Lili Dutrey, Béatrice Freugé, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guiheux (CEFC), Églantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Pierre Miège, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Émilie Tran (CEFC)

- ❑ **Remerciements :**

CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas